

**Mohamed - Karim
ASSOUANE**

**BENALI
BOUKORT**

DE LA FAUCILLE

AU CROISSANT

Sommaire

Benali Boukort à l'école du nationalisme.....	4
Boukort au Parti communiste.....	7
Boukort à la dérive.....	18
Annexes.....	22
Document.....	28

Le Parti Communiste Algérien (PCA) est né à partir d'une incinération artificielle de la part de la direction du PCF. Il était question jusque là, de la contribution qu'aurait joué un André Ferrat dans cette création. Si une certaine historiographie française se veut continuatrice d'un discours paternaliste en direction des luttes des peuples colonisés, nous ne pouvons adhérer à certaines de ses thèses dans ce seul sens que le PCA ne fut qu'une succursale du PCF, en mettant de côté l'apport des militants Algériens qui passent comme figurants politiques et historiques.

Les six congrès du PCA, entre 1936 et 1952, n'ont jamais été quittés du regard bien veillant d'un délégué du PCF, toujours entreprenant sur les questions politiques, financières et organiques, touchant le parti algérien. Les quatre premiers congrès ont permis, par contre, l'émergence d'un certain nombre de cadres militants « indigènes », dont la fonction de « secrétaire du parti » ou de « premier secrétaire » restaient assez floues comme fonctions dans l'exercice organique. L'emprise étouffante du cadre européen, ne facilitait nullement l'apparition d'une direction authentiquement algérienne dans une situation coloniale.

Entre hégémonisme et « paternalisme néocolonial » (Jacques Jurquet), le PCA comptait en son sein, des militants et militantes de grande valeur organisationnelle et combattante et dont beaucoup donnèrent de leur vie afin que triomphent les idées du socialisme. Mais n'en demeure que certains noms, issus du directoire du parti, c'est distingué par une attitude de revirement du militantisme syndical et partisan, en direction de celui du réformisme et du déviationnisme idéologique voire la trahison de classe. En se soumettant au diktat des « camardes instructeurs » et « délégués du PCF », le PCA allait connaître une situation gangrèneuse, aboutissant à sa disparition effective dès 1963 et son remplacement par un parti socialiste de « gauche ». Les PC tunisien et marocain connaîtront le même sort.

Aujourd'hui, évoquer l'expérience historique du PCA sans tenir compte de celle du PCF, peut être perçu comme une tard idéologique et politique et tomber, donc, dans une restriction historique. Mais des auteurs et intervenants, pour les plus parts issus du PAGES, ce continuateur de la « tradition » PCA, ont tenté de dissocier le PCA du PCF sous la base des insuffisances de formation du premier non rapport au second. Le résultat est tellement caricatural qu'il

Le long de notre présente contribution, nous tenterons de présenter quelques éléments de lecture permettant d'analyser concrètement l'action et l'itinéraire de deux dirigeants du parti, qui par leur passage, ayant marqués la naissance et l'évolution du PCA entre 1936 et 1947, date à laquelle une nouvelle configuration idéologique s'est imposée après l'assassinat de Joseph Staline.

Benali Boukort (qui s'écrivait Ben Ali Boukort ou Boukortt) et Amar Ouzegane ne pouvaient ni exister ni évoluer que dans le contexte de la lutte mondiale entre le capitalisme colonial et celle de la Révolution socialiste d'Octobre. Bien que le parcours des deux militants est marqué par une certaine différence, n'en demeure que le point d'ancrage commun est cette présence d'influence des idées nationalistes réformistes et bourgeoises qui a marqué leur existence durant et après la Seconde guerre impérialiste.

Benali Boukort à l'école du nationalisme

Nous sommes tout au début du XXe siècle, précisément en 1902, la colonisation de population en Algérie vient de clôturer ses 72 années d'exploitations esclavagistes, en soumettant la Tunisie à son empire colonial d'Afrique du Nord. La colonisation, note Jacques Jurquet,

« S'est concrétisé par ses entreprises expansionnistes criminelles, spoliatrices et sanglantes dès le XVIe siècle, à partir de 1533. Le rythme est sans discontinuer par la suite. »

à la naissance de Benali Boukort, le 9/2/1904, l'Algérie est toujours sous les armes de l'expansionnisme colonial et à la conquête du grand sud saharien. Il verra le jour dans la commune coloniale de Renault (Sidi M'Hamed Ben Ali), non loin de Mazouna. Cette dernière est à majorité habitée par les Algériens qui, en 1922, ils étaient au nombre de 3921 personnes contre seulement 30 européens. En ce début du siècle, la région est totalement délaissée au virus du paludisme et à la famine qui rongait les douars avoisinant.

Benali Boukort voit le jour dans une Algérie de 4.759.331 habitants et dont les *sujets français*, Arabes, Kabyles et Mozabites formaient les 4.072.089 âmes (6 personne au km²). Le pays venait d'être divisé par le Sénat colonial, en Algérie utile (celle du nord) et Territoire militaire du sud allant de la commune d'Aflou aux frontières avec le Soudan français (Mali).

La commune de Renault n'était qu'une colonie agricole de terres spoliées après le massacre de révolte de la région de la Dahra. Mais un peu plus au sud la cité de Mazouna, une ville fondée en 565 de l'ère chrétienne, par la dynastie

Bouchalgouma, lieutenant du Dey d'Alger pour l'ensemble de l'Oranie. A la fin du XIX e siècle, Mazouna fut une ville de quelques 4000 habitants pour la plupart des propriétaires terriens, qui cultivaient leurs terres eux-mêmes ou exploitaient une main-d'œuvre de khammès. Elle était aussi celle de la petite-bourgeoisie commerçante et artisanale, formée de tanneurs, forgerons, cordonniers, fabricants de burnous blancs et de djellabas, de mêmes que des épiciers et commerçants spécialisés. Sous le règne ottoman, la ville s'est rendue célèbre par ces fabriques de poudre et les gisements de soufre et de salpêtres y fleurissaient. Le rapport de classe dominant est certes celui d'une bourgeoisie et petite-bourgeoisie commerçante et mercantiliste employant une classe sociale bien déshéritée au sein d'un rapport de production féodale basé sur l'idéologie religieuse. Le nombre de zaouïas islamiques atteste de cet héritage Zianides puis Ottoman, donnant lieu à une ouverture de cet espace semi-urbain, sur la campagne dominante sur les rapports sociaux et culturelles.

Boukourt n'échappait certainement pas à ces rapports, lui qui est né dans une famille de dix frères et sœurs et dont le père est un commerçant. A certains égards, la famille Boukourt est aisée, échappant aux soubresauts des difficultés financières, sauf peut-être durant la Première guerre impérialiste. Agé de 16 ans, Benali Boukourt réussit son examen d'accession au cours complémentaire à l'Ecole indigène de Mazouna, ce fut au mois de juin où son nom apparaît dans la presse de l'époque.

Il sera rappelé sous les drapeaux afin d'effectuer son service militaire en Algérie, il passera les années 1925 à 1927 en pleine effervescence nationaliste qui emporta le jeune Boukourt à épouser les idées de l'Etoile Nord-Africaine, qui n'était qu'une association de fraternité pour « indigènes ». Pour mémoire, nous reproduisons la première annonce de cette corporation nord-africaine qui date du 29/6/1926, où nous lisons :

« Pour les indigènes nord-africains. Une association fraternelle d'indigènes nord-africains vient d'être constituée à Paris, elle a pour but :

1° De créer un office nord-africain qui serait à la fois un centre de renseignement et un appui pour les indigènes de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc ;

2° De venir particulièrement en aide à la classe laborieuse de ces contrées, très nombreuses dans l'agglomération parisienne ;

3° De développer les sympathies françaises en faisant connaître davantage le pays et ses habitants ;

4° D'établir entre ses membres un lien amical par l'organisation

C'est après son service militaire que Boukort se retrouve en France comme ouvrier dans les mines de Manciaux (Haute-Garonne) où il côtoiera le syndicalisme inter-colonial lancé par Abdelkader Hadj-Ali et Mohamed ben Kaddour Marouf. L'association ENA est au cœur de la lutte du prolétariat « indigène » algérien et les lois en Algérie interdisaient à l'autochtone de former ou d'être dans un parti politique en dehors de l'administration. En France, l'ouverture que permettait la Loi 1901 intéresse tout parti de droit français et l'ENA est de droit français tout comme les futurs PCA et PPA. Benali Boukort était encore imprégné d'idées nationalistes de liberté pour le peuple de la colonie Algérie, on ne parle pas encore de marxisme-léninisme mais de luttes syndicales et sociales.

Abdelkader Hadj-Ali est membre du PCF de même pour Marouf qui se distingua dans les luttes syndicales des travailleurs Algériens notamment. Boukort se rapprochera de Marouf tout en restant un « étoiliste » révolutionnaire. Il incarne cet Algérien prudent, traditionnel et profondément religieux, des attitudes qui ont marqués un grand nombre de militants politiques algériens du fait de la longue aliénation coloniale qui n'a cessé de développer les contraintes à caractères socio-économiques se répercutant sur les comportements psychologiques et culturels. L'ENA ne pouvait représenter cette « étoile rouge » de l'Internationalisme prolétarien, mais celle des cinq fondements de la religion islamique communs aux trois colonies françaises. Elle ne reproduisait sur le plan idéologique, qu'une manifestation culturelle millénaire que drainaient avec eux ses propres fondateurs.

Elle est considérée, par l'historiographie nationaliste, comme la première école de combat politique pour les Algériens en ce début du XXe siècle. L'ENA était en fait un regroupement de travailleurs créée entre les mois de mars et mai 1926 et elle n'avait revendiqué une quelconque indépendance politique de l'Algérie en la détachant de l'Empire colonial. La revendication d'un Parlement algérien élu au suffrage universel fut son seul seuil supérieur de revendication politique.

Le 29 septembre 1934 et sur la foi de vagues rapports policiers, le Gouvernement général d'Algérie prétend que Boukort professait des opinions anti-Français. Sans aucun délit précis c'est un « *procès d'opinion dans tout son cynisme* » écrivait André Ferrat dans *L'Humanité* du 13/2/1935. Boukort, un « indigène » cultivé, à l'intelligence brillante, sera envoyé pour deux ans à Beni-Abbés à 250 km au sud de Béchar et à 250 km du chemin de fer. Tuberculeux et atteint d'une maladie de la colonne vertébrale, il a été envoyé sans ressources, ni loge et couchant à même le sol, le gouverneur général Carde

Boukort au Parti communiste

Le militant et dès son retour en Algérie, le gouverneur Carde et sa police ont usés de l'arme répressive du code de l'indigénat. Le 19/2/1935, le Sénat et sur proposition du sénateur Guernut débatta de la suppression de la disposition de déportation dans le sud incluse dans le code en question. La déportation de Boukort intervenait dans un contexte général bien particulier. Le 20/2/1935, le Conseil des ministres de l'Empire colonial français constitua un Comité méditerranéen chargé de s'occuper de la situation dans les régions de l'Afrique du Nord, de Syrie et du Liban, avec une réunion régulière du représentant de l'administration coloniale dans ces pays avec comme membres, le président du Conseil et les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de l'Intérieur et des Colonies. L'ordre du jour est permanent en comporte : la seule délibération sur des problèmes politiques et sociaux de ces pays. Dans les faits, le « Comité » est un état-major de coordination des efforts de répression de l'impérialisme colonial français contre le vaste mouvement de révolte des masses nord-africaines et arabes entre manifestations, grèves et batailles de rues, allant de Sidi- Bel-Abbés à Zahlé (Liban) en passant par Tlemcen, Sétif, Bône (Annaba), Tunis, etc.

Les militants communistes sont principalement les plus visés par cette recrudescence de l'appareil juridico-policier et leur parti communiste en Algérie qui considérait à l'époque que « *malgré les manœuvres et la répression impérialiste, le Parti communiste continuera à entraîner les masses ouvrières et paysannes d'Afrique du Nord dans la lutte pour l'indépendance* ». Un passage qui fut prononcé en 1934 dans la littérature du PCF et sera vite remplacé par des concepts idéométriques propre à une influence socio-démocratique bien bourgeoise. Le mot « indigène » deviendra le terme favoris pour désigner les ouvriers et les masses laborieuses algériennes.

Le PCF, le Secours Rouge International et la CGTU ont menés toute une campagne nationale et mondiale pour la libération de Boukort et des détenus politiques dans l'ensemble des colonies françaises jusqu'en Indochine. C'est ainsi que nous apprenons que le militant communiste a été maintenu au secret durant trois mois dans la prison de Barberousse (Serkadji) après l'avoir arrêté sous l'inculpation de vouloir porter atteinte à la souveraineté française en Algérie. Après trois mois d'enquête, le jeune Boukort « *s'est vu refuser le droit d'avoir un avocat pour assurer sa défense* ». Accusé d'un délit politique, on lui refuse le régime politique et il fut soumis durant sa détention aux conditions de provocations et à des tentatives de corruption. Il sera jugé le 11/1/1935, par le conseil du gouvernement (l'administration coloniale). Le meeting organisé à Alger, par le Secours Rouge a eu une répercussion sur les

Le 26/1/1936, le quotidien du PCF titre dans ses pages intérieures « Contre la répression qui frappe Ali Ben Boukort » et dans lequel il est question de l'adresse que le VIII^e Congrès du Parti adressa au détenu où il est dit notamment, « *déporté pour deux années, par l'impérialisme, à Beni-Abbés, dans l'extrême sud oranais, son salut fraternel.* » Le congrès considère que le militant Algérien est

« Un exemple et un exemple dans la lutte admirable que les populations coloniales opprimées miment pour la libération, en liaison étroite avec leurs frères prolétaires de France. » Citant Boukort dans sa résolution politique le PCF « s'engage à renforcer le travail du Parti, pour l'amnistie totale des militants anti-impérialiste et pour soutenir vigoureusement la lutte libératrice des peuples coloniaux. »

En déportation, Benali Boukort, à peine âgé de 31 ans, est devenu une icône communiste algérienne. Depuis son lieu de déportation, le militant de la Région communiste Algérie du PCF, adresse une lettre à Maurice Thorez, et en voici le contenu tel qu'il a été publié par *L'Humanité* du 29/5/1936 :

« Très cher camarades,

Du fond de cet apte exil, avec une grande et vive joie, avec une grande et vive joie, je salue la victoire que notre grand Parti communiste avec notre puissant Front populaire viennent de remporter sur les forces réactionnaires de France. J'applaudie également d'enthousiasme la victoire que nous remportons en Algérie.

L'ensemble du peuple de France est heureux de voir se réaliser son union, notre peuple d'Algérie qui lutte aussi pour son union se réjouit de l'évolution qui s'effectue parmi les masses européennes d'Algérie, conséquence des victoires du Front populaire de France et de la politique unitaire de notre Parti Communiste en Algérie.

J'ai sous les yeux des professions de foi, des résolutions, des articles, etc., où pour la première fois en Algérie, à l'occasion des élections, on pose la question indigène.

Il est évident que ce ne sont pas ceux qui ont reçu la bénédiction du chef des têtes de mort qui l'ont posée. La conception de cette catégorie rétrograde est connue. C'est celle d'Hitler, de Mussolini et de tout le fascisme en général. Elle n'admet pas l'égalité des races, des peuples. La liberté ne peut-être que le privilège des flibustiers oppresseurs. Notre peuple arabo-berbère qui a connu en certaines heures de l'histoire, l'une des plus belles pages de la civilisation humaine ; qui a eu ses hommes d'Etat, ses génies militaires,

peuple « rétrograde et abâtardi » (à ces peuples nègres qui ne sont pas à mépriser et avec lesquels nous sommes solidaires). Avec la classe ouvrière européenne qui a déjà compris sa solidarité avec nous, il y a les couches moyennes européennes, celles des intellectuels des petits commerçants, des artisans, des fonctionnaires, etc., qui se penchent sur notre malheureux sort.

Ce sont : M. Bataillon, maître de conférence à la Faculté d'Alger ; M. Pertins, professeur au lycée d'Oran, et M. Fiori, qui déclaraient être pour l'abrogation de l'odieux Code de l'indigénat et de toutes les mesures d'exception qui l'accompagnent, pour l'égalité des droits à tous les habitants d'Algérie et pour l'amélioration de notre terrible situation. C'est M. Fiori qui vient le déclarer publiquement, à côté de nos amis Barthel et Monmousseau : lutter pour la libération de tous les emprisonnés et déportés politiques européens et indigènes.

C'est là donc un processus remarquable qui s'opère parmi les masses laborieuses et les petits gens européennes en Algérie. C'est à l'un des aspects de la vie nouvelle qui s'ouvre en notre pays. Tandis que notre peuple d'Algérie s'éveille à la vie politique et de plus en plus résolument son droit à une vie heureuse et libre, les couches progressistes européennes le défendent et l'encouragent. C'est là une alliance et une solidarité que je salue fièrement et qui m'est d'un puissant réconfort, car elle justifie ce que je déclarais devant le conseil du gouvernement où je comparaisais comme « l'accusé antifrçais » (sic).

J'ai souffert les affres de la prison, celles de la déportation, mais de tout cela je n'en accuse pas la vraie France, celle que j'aime et que j'admire pour tout son passé historique, pour sa richesse littéraire et scientifique. Si ma haine va à ceux qui en son nom, persécutent les combattants de la liberté, mon amour pour elle reste profond : indestructible.

Et c'est parce que mon cerveau s'enrichit de la pensée de Rabelais, de Molière, de Victor Hugo, de Zola, d'Anatole France, etc., que ne saurais pas être antifrçais. Et c'est aussi parce que je me suis éclairé par le phare de la doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline, que je ne pourrais pas être antifrçais. »

Ali sortira de cet affreux exil avant que ne viennent les fortes chaleurs qui font de Beni-Abbés un enfer. »

Une libération qui le ramène à la vie « *mais il en est d'autres qui restent en exil et qu'il faut arracher.* » Barthel réclamant les 15000 voix communistes en Algérie et les dizaines de milliers de voix du Front populaire dans la colonie, demande une révision de l'odieux procès des condamnés de Constantine. Il considère que « *Beaucoup d'entre eux sont innocents de tout délit et aucun d'eux, en tout cas, n'est au fond véritablement responsable de ces événements provoqués par les réactionnaires et les fascistes.* »

Le mois de juin 1936, au Bar des Etudiants d'Alger une fête du Front populaire, a été organisée à l'honneur du retour de Boukort. Les divers représentants de groupements du Front populaire ont pris la parole au cours d'un apéritif d'honneur. Marouf Mohamed qui, lui aussi, a fait de la déportation était présent et se déclara heureux de recevoir son ami et déclare que son retour était dû grâce à l'action du Front populaire. A ce regroupement étaient présents M. Priand du Secours Rouge et Ferhat Abbas, alors conseiller municipal de Sétif. Boukort, très applaudi, affirmera qu'il avait lutté en communiste pour obtenir l'union du peuple arabe et du peuple de France pour la liberté, le pain et la paix. Le lendemain, 10 juin 1936 l'Humanité lancée un grand louange au Congrès Musulman Algérien qui s'est réuni à Alger, le 7/5/1936 en présence de Boukort, des Oulémas musulmans et du Dr. Benjelloul de Constantine. Ce sont les 5000 délégués musulmans qui

« Ont demandé l'octroi des droits civiques et politiques aux Algériens musulmans, avec maintien du statut personnel, et de la représentation parlementaire avec un collège électoral unique et le suffrage universel. »

Le CMA réservera un accueil enthousiaste à Benali Boukort et le Dr. Benjelloul, l'appellera à la tribune en disant que le nom de Boukort est inscrit au martyrologue de la liberté musulmane. Et au président des Oulémas d'ajouter :

« L'histoire de l'Algérie sera désormais divisée en deux chapitres, la période qui a précédé 1936 et celle qui le suit. Il faut qu'on sache bien que les musulmans sont aptes à évoluer. Ce peuple, obscur hier, peut dire maintenant : j'ai été un peuple, je le suis, je le serai. Quand la liberté française s'endormait, nous nous sommes tus. La liberté française reprend son élan, nous voulons la suivre. »

Un discours survenu en pleine effervescence de la lutte du peuple palestinien

de Jéricho (Ariha) et c'est en pleine Révolution arabe de Palestine que des Algériens se sont réunis en signe de solidarité politique.

A l'issue du congrès fondateur du CMA, une délégation est allée à Paris afin de rencontrer le gouvernement du Front populaire composée de 16 élus, entre Oulémas et militants nationalistes dont le Dr. Benjelloul, cheikhs Ben Badis et Taieb El-Okbi, Ferhat Abbas, Lamine Lamoudi et d'autres, dans le but de soumettre leur cahier de revendications qui comporte principalement l'abrogation du sinistre Code de l'Indigénat.

A la même période, une seconde délégation est à Paris, représentant le Front populaire algérien, composée de délégués de la CGTU, des partis communistes Français et Algérien, des socialistes, de l'Union Socialiste et du Comité de Vigilance de Intellectuels. La délégation du FP-Algérie demandera la validation de l'élection de Benali Boukort aux élections du Conseil général de la 2^e circonscription d'Alger. Lors de ces élections, le préfet d'Alger avait tout simplement annulé les 2662 bulletins de vote sur les 4073 voix qui se sont exprimés en faveur de Boukort. Les bulletins annulés ont permis au candidat du parti fasciste Croix de feu, Ben Allal Barek, d'accéder à la municipalité. Le militant fasciste avait obtenu 2706 voix. Cette attitude de l'administration coloniale déclenchait un Taulé de colères chez les électeurs musulmans dans plusieurs régions du département d'Alger suivit d'un climat de répression dans les municipalités fascistes, à l'encontre des masses algériennes. C'est que des électeurs ont manifestés leur sympathie envers Boukort, « *un populaire militant communiste arabe* » (*L'Humanité*)

Et que des cafés maures ont même fermés, en signe de solidarité dans les régions de Koléa (sud d'Alger), Oued-El-Alleg et Gouraya (Blida). De même que des écoles coraniques ont suivis le mot d'ordre. Les populations de Cherchell et des conseillers municipaux d'El-Affroun ont envoyés des télégrammes et message de soutien au candidat de l'Union populaire.

De son côté, Boukort envoie un télégramme au président du Conseil, dans lequel il proteste contre le coup de force que constitue l'annulation illégale des 2662 bulletins de vote et attire l'attention du gouvernement du Front populaire sur les faits de répression à l'encontre de la population musulmane d'Algérie. Boukort, écrit *L'Humanité* du 21/7/1936, « *souligne l'indignation de la population musulmane d'Algérie poussée à l'exaspération et confiant dans le gouvernement issu du Front populaire, lui demande justice.* »

Le 21/7/1936, Benali Boukort s'est rendu à Paris en compagnie de M. Fayet, secrétaire de l'Union départemental d'Alger de la CGT et rend visite à la rédaction de l'organe central du PCF. Lors de ce passage, Boukort dépose un article au quotidien, intitulé *Ne découragez pas nos espoirs*. (**Annexe n°11**)

Ouled Fayet, Saint-Eugène, Saint-Ferdinand (auj. Souidania) et Tipaza. Les mandatés de Boukort, chargés de la surveillance des opérations de vote ont même été refoulés et brutalisés. Un réel coup de force contre le candidat du Front populaire-Algérie a été savamment orchestré par le préfet d'Alger.

Boukort au ministère de l'Intérieur du Front populaire, avait rappelé en cette journée du 30/7/1936, que le FP-Algérie soutient la charte revendicative du CMA, tout en attirant l'attention du gouvernement sur les menées fascistes en Algérie à travers le scandale lors des élections municipales. Le 29/6/1936, des élections municipales partielles auront lieu et Boukort et Amar Ouzegane seront en tête de la liste dite d'Union Populaire comportant des communistes et progressistes, tels : Amouda (Hamouda), Boukhoufa, Sfindja, Kartobi, Youcef, Nedjam, Belabed et Sifi Mahmoud. Les deux leaders communistes auront respectivement 865 voix et 863. Le PPA qui participait à ces élections n'aura que 220 voix sur les 12 communes du grand Alger. La liste de *l'Union pour le pain, l'école, la liberté, la propreté et la paix (Union Populaire)* venait voix de recueillir entre 956 et 675 dépassant de plusieurs centaines les voix des autres listes, telles que les Elus franco-musulmans et les féodaux de l'administration coloniale.

Il est vrai que le long de son parcours militant, Benali Boukort montra des capacités oratoires extraordinaires qui n'avaient d'égal ou supérieur que celles de Kaddour Belkaim qui disparut prématurément en 1940. La plus part des meetings et rassemblements populaires auxquels Boukort est associé forment une école d'apprentissage de l'art de l'action de masse et sa détention au sud algérien, n'a fait que rehausser son image de leader communiste parmi la population algérienne. Il était présent dans les meetings de Batna, Jijel et Sétif. A Alger, il est une figure de marque dans la fête de la *Lutte Sociale*, l'organe central du PCA, un fin orateur dans les délibérations du conseil municipal ne laissant aucun détails et évitant le superflu dans la présentation des revendications de la masse des déshérités et ne ménage aucun effort afin de défendre ces derniers.

Entre le travail de masse et l'écriture, Boukort est le seul dirigeant communiste Algérien à avoir nous laisser des textes et de larges extraits de ses interventions politiques. C'est ainsi qu'il publia sur *L'Humanité* du 24/8/1937, un texte en soutien de la cause républicaine espagnol, intitulé *Les peuples arabes à côté de l'Espagne républicaine. (Annexe n°2)*

Mais le dirigeant communiste est aussi le « trouble faite » de ses adversaires politique. Jugé très proche d'André Ferrat, le natif de Mazouna se retournera contre lui en le qualifiant de « sectaire antiunitaire » après avoir été exclus du PCF pour « trotskisme ». En cette année 1937, Boukort est à la Conférence nationale du PCF (23/1/1937) en tant que représentant de la Région algérienne du PCF, ce dernier considéra toujours le Parti algérien comme une « Région communiste » et non un Parti indépendant. Boukort fustigera le Dr. Benjelloul qui venait d'être destituer de comité exécutif du CMA et remplacé par deux membres du PCA. Il accusera l'élu de Constantine d'être « *un agent du fascisme* » et chargeant Ferrat d'être derrière la

elle sabote la solidarité ouvrière à l'égard du mouvement républicain d'Espagne. »

Il ne ménagera aucun effort à mettre sur le même pied d'égalité Mouvement nationaliste algérien et fascisme international. Mais qui fut à l'origine de cet amalgame idéologique ? Une question qui mérite une minutieuse enquête et réflexion. Du 17 au 19/7/1937, la Ligue des Droits de l'Homme avait traité lors de son congrès à Tours, la question de la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine que dirigeait Messali Hadj. M. Félicien Challaye, du comité central de la Ligue, intervient à partir de ce qu'il nommait une question de principe pour la Ligue, est celle de ne pas défendre des associations qui, au lieu de compter sur la propagande, sur la pensée, « *veulent utiliser la force des armes, quand il s'agit d'associations factieuses ou paramilitaires* ». Il précisera lors de son allocution que l'ENA ne tombe pas sous la réserve formulée, elle est

« Un organisme dont le but est loin d'être approuvé par nous tous, mais je rappelle que nous avons l'habitude de défendre les gens même dont nous ne partageons pas les opinions. »

Avant d'ajouter clairement, que l'ENA tout en étant membre du Front populaire, participant à toutes les manifestations du Rassemblement populaire, « *Elle n'a jamais été, à aucun degré, une association factieuse et fasciste. Elle n'a jamais été, à aucun degré, une association paramilitaire. Ce n'est pas pour des raisons de fascisme qu'on peut la combattre.* »

N'en demeure que le congrès de la Ligue des Droits de l'Homme a fini par prendre dans sa motion une considération totalement violente et passionnée disant que pour l'ENA,

« Les massacreurs et les massacrés, exploitant le nationalisme arabe et excitant la masse des Arabes à l'antisémitisme qui, alors, n'était pas une opinion, mais une action et une action de crime. »

Ce qui laissera entendre que l'organisation, sera considérée comme un « *agent de mouvements violents en Algérie* » et que le Gouvernement a pensé qu'au moment où les indigènes d'Algérie sont soumis « *à l'excitation des groupements fascistes* », il y avait donc péril pour la sécurité de l'Algérie à laisser subsister cette autre agitation.

Le samedi 13/11/1937, l'hebdomadaire de la Fédération de l'Oranie du PPF fasciste, publie en première page, une précision de M. Gaston Vidal, secrétaire fédéral et membre du CC du PPF après la condamnation par la justice coloniale de Messali Hadj. L'article a comme titre, *Après la condamnation de Messali. Moins le séparatiste, c'est l'anticommuniste qu'on a frappé*, dans lequel il est précisé que le PPF n'a rien à voir avec le PPA et qu'il

« Eut paru plus opportun de le poursuivre de ce chef aux heures où, comme Président de l'ENA, il combattait dans les rangs du Parti communiste, de même qu'il eût paru plus opportun de reprocher à Mefoudi (Moufdi Zakarva – NDLR) d'être l'auteur du chant de

« Certes la politique Messali n'est pas la nôtre. Le PPF veut la constitution de l'Empire France-Colonies. Il n'y a pas place dans son programme pour l'indépendance de l'Algérie. Nous sommes trop jaloux de notre Empire Colonial pour en permettre la dissociation sous quelque forme que ce soit. »

Le discours des nationalistes d'extrême droite de cette période se rejoint communément dès qu'il s'agit de patriotisme ou nationalisme *indigène* en Algérie. Ainsi, un hebdomadaire pamphlétaire fasciste, *Juvénal*, publie en date du 9/10/1937, un long article sur « les trois mensonges » de la colonisation française en Algérie, mais sous le regard de nationalistes Algériens qu'il cite. M. Bahloul, un agrégé d'université et Président d'un Comité d'organisation des nord-africains de Paris qui considère que,

« L'action conjuguée des gros colons rétrogrades et des agitateurs nationalistes, qui savent emballer les foules par des phrases ronflantes, appuyées hélas sur des constatations flagrantes, aboutira, dans un bref délai, à une amputation morale de la France d'outre-mer en Algérie, et à la perte éventuelle de l'Afrique du nord tout entière à la première conflagration européenne. »

Les propos de M. Ahmed Bahloul, cet agrégé en mathématique et militant de la cause « indigène » dès les années 1970 et très proche des Elus franco-musulmans, laisse entendre qu'au sein de la société algérienne colonisée le sentiment apparent d'appartenir à la culture de la puissance dominatrice, ne pouvait occulté l'autre sensation d'appartenance à une nation bien soumise et exploité mais non disparue pour autant.

L'islam nord-africain ne se laissera pas berné par

« La démagogie fasciste ; il est avant tout démocratique ; il est antifasciste. Il constitue un rempart formidable où viendront se briser les forces destructrices et colonialistes. »

Ecrivait M. Mohamed Benslimane, secrétaire général du Congrès Musulman Algérien de Philippeville (Skikda), un homme connus pour son militantisme anticolonialiste et antifasciste et journaliste dans *La Défense* de Lamine Lamoudi.

Les lectures et témoignages abondent sur la machine propagandiste fasciste et ses tentatives de nuisance sur la lutte politique et sociale, à vouloir dévier toute revendication nationale chez les colonisés. Mais l'engrenage électoraliste colonial est une véritable arme d'aliénation politique, sociale et économique pour au mieux asservir les colonisés au capital mondial.

Il semble que c'est cette arme qui avait transformé Boukort, de militant communiste et syndical parmi les ouvriers nord-africains en France en un fonctionnaire dans un

général du PC d'Algérie, Boukort ne décide en rien vis-à-vis de la direction centrale du PCF.

Dans un document de 15 pages émanant des archives du PCF, nous lisons les interventions de Benali Boukort sur la situation en Algérie à la lumière des dernières élections municipales. A travers cette lecture, nous relevons un éloignement tout à fait sidérant de toute réflexion et analyse de classe marxiste-léniniste. Il note avec force, que c'est la première fois depuis l'instauration de ce suffrage sous domination colonial, que le PCA a réussi à avoir un seul élu dans le département d'Oran, un européen M. Zanetacchi en plus d'une augmentation de l'audience du Parti dans l'algérois et parmi les européens avec un chiffre de 33%.

« Au point de vue indigènes, il faut pour avoir une précision, il faut tenir compte de certaines considérations :

1)– c'est la première fois que dans une consultation électorale nationale il y avait des partis politiques, jusqu'ici au point de vue indigène, la lutte était une lutte de clans et non une lutte de partis politiques. C'est la première fois que dans une telle consultation des idées politiques s'affrontaient et par conséquent des partis politiques, et cela montre justement une évolution de l'Algérie parmi les indigènes, la formule de la : ni droite, ni à gauche commence à être bousculée, et les différentes couches sociales comprennent leurs intérêts. »

Boukort en insistant sur cette étape de la formation des partis politiques en Algérie, occulte tout un champ d'analyse et de réflexion historique de la réalité de l'époque. Les élections, la confrontation politique entre partis et programmes n'étaient qu'un besoin ressenti par la bourgeoisie coloniale et ses alliés de classe dans la colonie afin d'asseoir encore plus son hégémonisme et ses formes d'exploitations des richesses du pays sans vouloir associer les damnés de la colonie. Boukort signalera au second point de sa présentation, sa vision de la situation dans laquelle se déroule la campagne électorale. Il notera notamment :

« Tous, nous savons la déception profonde dans laquelle se trouve notre peuple algérien, en effet, on aurait fait beaucoup de promesses et ces promesses ont été souvent très démagogique surtout de la part de nos camarades socialistes. »

Des promesses émanent, bien entendu, du Front populaire et de son gouvernement qui disait qu'il y aurait tout et que devant la non-réalisation des réformes attendues,

« La plupart des masses laborieuses se trouvent déçues et ainsi au point de vue de la situation économique, maintenant, écrit Boukort, nos masses populaire se trouvent au-dessus de zéro : misère, salaires de famine. »

Centre sur une vision réformiste des institutions coloniales. Boukort s'éloigne dans

l'Algérie d'en face, celle des fascistes et de la réaction. Cette dernière est déterminée, par Boukort, dans les seuls partis fascistes français (PPF et PSF indigènes) et leurs alliés « qui se trouvent dans les masses », entendre par là, le PPA.

Boukort écrivait à ce sujet :

« Ce sont les résultats du PPA. Le PPA c'est comme vous le savez un enfant de Ferrat. C'est un parti soi-disant nationaliste, en fait est un parti qui est une agence du fascisme. Ce parti PPA n'est qu'un semblable de celui de ces jeunes riffsains qui se sont fait les agents de Franco, il n'est aussi qu'un aspect de ce nationalisme dégénéré qui en Tunisie s'est fait l'agent de Mussolini. Ainsi le PPA, aujourd'hui devient le Parti soi-disant nationaliste qui fait le jeu du fascisme, de tout ce qui est antidémocratique. Son action a été anti front populaire. Toute son action a consisté à mener une action contre l'ensemble du Front populaire, contre la CGT, contre tout ce qui uni notre peuple d'Algérie au peuple de France. »
(p.274)

Et de poursuivre,

« Ainsi nous avons assisté ces derniers temps depuis plusieurs mois à une véritable action de désordre, là-bas qui était non seulement organisée par ces gens du PPA mais qui était fomentée même par les gens du fascisme là. Ainsi nous avons vu par exemple à B... où un aire fasciste avait refusé la salle municipale à notre ami Langumier et aussi à tous les élus qui sont allés là-bas. Les gens du fascisme, ils appuient d'une façon nette ces agents du désordre et nous savons aussi, par exemple que certains patrons PPF et PSF licencient tous ceux qui sont organisés dans la CGT et qu'ils n'embauchent que ceux qui sont adhérents du PPA. » (p. 275)

Sur la question de l'influence du PPA parmi les masses algériennes, Boukort explique ainsi cette réalité :

« Il faut savoir que ces gens du PPA, qui étaient arrêtés et poursuivis en vertu du Code de l'Indigénat et en vertu du décret Régnier, et cela créait parmi les masses, et surtout parmi les éléments des Oulémas, qui étaient arrêtés et poursuivis, cela créait une certaine sympathie pour le PPA ; et le résultat que nous avons eu dans le département d'Alger plus

des bulletins de vote : « Je vote pour le PPA, non pas pour appuyer son programme ni son action, mais pour protester contre le code de l'Indigénat et contre le décret Régnier. » Et nous pouvons dire que la plupart des voix qui sont portées sur ce Parti, sont une manifestation symbolique pour dire que les masses indigènes veulent à tout pris une politique de réforme, qu'elles veulent l'abrogation du code de l'Indigénat et du décret Régnier, une rémunération au point de vue situation matérielle. »

Nous ne pouvons ne pas mentionner que les « batailles électorales » des communistes en Algérie, ont toutes été supervisés par le PCF. Le choix et les candidatures passés par le CC du PCF depuis Paris et ce sont ainsi que Boukort a été choisi parmi les 509 candidats de toutes les régions de France, pour la 2e Circonscription d' Alger.

Le statut du PCA comme organisation annexe du PCF, nommé officiellement comme Région et non Parti indépendant du PC français, laisse comprendre que durant les années 1936 à 1939, Boukort avait bien subi le diktat de la direction parisienne du PCF, de même pour Amar Ouzegane qui remplacera Kaddour Belkaim, le second dirigeant communiste Algérien. Ouzegane, qui était militant de la Région Communiste d'Algérie avant octobre 1936, avait assisté au VIIIe Congrès du PCF, qui a eu lieu à Lyon-Villeurbanne du 23 au 25/1/1936. En brossant la situation sociale et économique de l'Algérie, Ouzegane notera fortement le besoin d'une autonomie du Parti communiste en Algérie, et non un parti indépendant, avec le « *souhait de voir bientôt réaliser une République algérienne des Soviets.* » Slogan totalement creux en l'absence de la mise en avant de la question nationale et coloniale telle que le recommandée la IIIe Internationale. Boukort l'avait mainte fois soulevé lors de ses meetings, mais à titre propagandiste et rien de plus.

En 1938, Boukort continue à se soumettre à l'hégémonisme du Parti « frère » de France, en assistant à ces CC et Conférence nationales et intervenant sur « *la lamentable situation du peuple Algérien que la propagande hitlérienne antifrançaise exploite contre le Front populaire* », évoquant ce qu'il nomme de misère physiologique de la population en exigeant du Gouvernement général l'urgence de donner un salaire vital aux ouvriers, d'entreprendre de grands travaux pour résorber le chômage, d'aider les artisans, de protéger les petits commerçants ou encore d'ouvrir les administrations à la jeunesse musulmane et d'abroger les codes de l'Indigénat et le décret Régnier. En sommes, des revendications précédemment portés par le Congrès Musulman Algérien et la première Etoile Nord-Africaine.

Benali Boukort restera secrétaire général du Parti jusqu'à son remplacement par Kaddour Belkaim (début février 1939). Belkaim qui, en 1937, était secrétaire du Bloc musulman au meeting d'Oran organisé par le Bloc des Organisations Musulmanes pour l'appui du Gouvernement du Front populaire.

nationalistes et patriotiques bourgeoise en situation coloniale afin d'accomplir la tâche nationale démocratique de la révolution anti-impérialiste ?

Boukort à la dérive

Il est exact de considérer que l'influence néfaste et la main mise paternaliste de la direction du PCF sur le PCA a lourdement pesée sur les orientations et la formation idéologiques et politiques et cela depuis octobre 1936. Ferrat, Barthel et Deloche resteront dans les annales du mouvement communiste algérien, comme les représentants des contradictions internes qui ont subsisté au sein du PCF à la mort de Lénine. Une histoire qui intéresse les communistes Français et leurs responsabilités vis-à-vis le mouvement communiste et révolutionnaire dans les colonies.

Concernant le PCA, les questions léninistes d'une organisation indépendante de la classe ouvrière n'a jamais été abordé. Le Parti communiste de la métropole a toujours développé l'idée, tout à fait erronée, de l'unité du combat de la classe ouvrière et paysanne de la métropole avec celle des colonies. La libération des opprimés de la colonie est déterminé par la victoire de ceux de la Métropole. Mieux encore, il est même question d'union d'une destinée commune entre ouvriers européens et ceux de la colonie Algérie face au même exploiteur. Mais la réalité de l'époque, montre que les deux classes ouvrières et paysannes ont été considérés différemment par ce même capitalisme coloniale et afin d'asseoir au mieux son système d'exploitation, son administration, son patronnât et ses gros propriétaires terriens maintenaient les uns et les autres dans un antagonisme permanent, aux niveaux des salaires et de certains privilèges sociaux, afin d'éviter qu'ils ne s'unissent ou se rencontrent sur quelques revendication quelle soit. La règle d'or s'imposait d'elle-même : un patron Français ; un contremaître Européen et un ouvrier Algérien *indigène*. En signalant que ce dernier n'est pas destiné à faire tout les travaux possible et imaginable, mais destiné plutôt aux travaux de grandes corvées.

L'action politique de Boukort sur l'esprit qui y régnait au sein du parti algérien sous embrigadement du parti de Thorez. C'est ainsi que *L'Humanité* du 19/4/1939 écrivait :

« Les délégués de la Région constantinoise du Parti Communiste d'Algérie, réunis en conférence le 9/4/1939, envoient aux Comité central du grand PCF et PCA, l'expression de leur sympathie la plus chaleureuse et l'affirmation de leur entière communauté de vues ; se déclarent en complet accord avec la belle campagne menée par Thorez dans L'Humanité et Ben Ali Boukort dans la Lutte Sociale, en faveur de l'unité de plus en plus nécessaire, et avec les résolutions adoptées à la Conférence nationale du PCF et au Comité central du PCA ; remercient notre Secrétaire général Maurice Thorez et ses compagnons pour la tournée qu'ils viennent d'effectuer en Algérie.

Cette visite fraternelle laissera d'impérissables souvenirs dans le cœur du peuple algerien en même temps qu'elle a considérablement

développant un certain mépris de l'autochtone. Et dans le même numéro, nous lisons que les 13, 14 et 15 août 1939 « *plus de 6000 personnes étaient à la fête de la Région algéroise du Parti communiste. Malgré les obstacles accumulés par les pouvoirs publics, la fête organisée dans le cadre admirable de Sidi-Ferruch, par la région algéroise du Parti Communiste d'Algérie, avec la collaboration des Jeunes Communistes et Jeunes Filles de France, (...) a connu un immense succès.* »

Durant ce rassemblement estival, 6000 indigènes et européens sont rassemblés « *dans la magnifique forêt de pins bordant la mer* » et prenant part aux jeux et attractions, tout en écoutant les discours « *longuement applaudis* » de Boukort, secrétaire général du PC d'Algérie et celui de Marcel Planès, secrétaire régional qui dénoncèrent les menées fascistes en Afrique du Nord et « *proclamèrent l'amitié qui unit ses populations au peuple français* ». à la veille des grandes offensives militaires nazis en Europe, le PCF-PCA mènent leur combat antifasciste dans la plénitude et la bonne humeur en associant quelque indigènes déshérités !

Nous sommes en pleine heure de la « mystification théorique » d'une Algérie au brassage historique de 20 nations, de l'Antiquité occidentale au XXe siècle.

Le PC d'Algérie n'avait qu'une année de répit. C'est à son Deuxième congrès (18-19 février 1937), que le parti algérien est passé sous influence réformiste de la ligne Thorez. Le 11/2/1939, Boukort est programmé par le CC du PCF à un meeting à Alger en présence de Thorez, d'Henri Lozeray, le vice-président de la Commission des colonies au Parti français, d'Henri Poutalet, député PCF Alpes-Maritimes et de Marcel Planès, secrétaire régional d'Alger du PCA. Un directoire qui n'a rien à envier aux meetings de l'administration coloniale de l'époque.

Le 22/1/1939, Boukort est invité à participer à la Conférence nationale du PCF en tant que représentant d'une « *région particulièrement visée par les menaces mussoliniennes* ». la rencontre s'effectue sous des « tempêtes d'applaudissements » qui ponctuent l'annonce du nom de chaque dirigeant ou intervenant, notamment Thorez et Cachin « *les deux noms aimés du prolétariat français* ». au programme de la conférence, la lutte antifasciste comme tâche centrale dans les colonies, devançant de loin la lutte anticolonialiste ; à chaque manifestation publique, syndicale ou partisane, des motions et des résolutions viennent couronnées ces activités et réclament à chaque fois depuis 1936 à septembre 1939, l'application, pour l'Algérie, des lois sociales en vigueur dans la Métropole, la révision des procès d'ouvriers détenus, la mise en liberté immédiate, l'abrogation des décrets et lois de l'Indigénat et ceux des pouvoirs spéciaux, etc.. Un PCF en alliance politique avec un gouvernement « populaire » ne cesse d'exiger, réclamer et rassembler des forces dites démocratiques, qui n'existent qu'aux heures et jours électorales. Le reste du temps seules les militants communistes et syndicalistes de la base sont en lutte quotidienne contre la bourgeoisie impérialiste et son instrument fasciste.

Au moment où le PCF-PCA s'acharne sur les nationalistes algériens, les qualifiants de suppôt de l'hitlérisme, les patrons miniers d'Algérie se livrent en 1938, à la spoliation des richesses du pays en vendant à l'industrie nazie quelques 780000 tonnes de fer. Rattrapé par sa collaboration de classe, le Gouvernement général de

En Algérie, on continu à parler d'élections législatives et cantonales, de voix obtenus ou annulés au profit de candidats de l'administration coloniale. Boukort se retrouve, aux côtés de d'autres militants Algériens, responsable d'un Parti électoraliste au milieu de situations nationales qui ne cessent de se dégrader de jour en jour.

Benali Boukort, même secrétaire « général » du PCA, il passe en seconde position devant Marcel Planès le secrétaire régional qui représente la majorité des adhérents d'origine européenne. Il ne cessa d'évoquer la lutte antifasciste sous une bannière supposée de la « démocratie française ». lors du voyage touristique de Thorez en Algérie, on lui offre des cadeaux et des souvenirs de la colonie. Pour Boukort, des fleurs et des interrogations sur son devenir politique. Dans la salle du Halle de l'Automobile à Alger, ce qui intéresse Thorez durant ce voyage, c'est cet espace où se côtoie « *ouvriers et dockers, fonctionnaires et petits commerçants, artisans, cheminots, petits colons, ouvriers agricoles, chrétiens, musulmans ou israélites, Français d'origine ou par le cœur et la raison, véritable visage de l'Algérie populaire* », dans un climat tendue vers celui « *qui avec clarté et précision, montrait le chemin de la lutte et de la victoire.* »

Lors de ce meeting étaient présents parmi les responsables et élus « indigènes », Mohamed Marouf, syndicaliste et véritable promoteur de Boukort durant son passage au sein de l'ENA en France en tant qu'ouvrier des mines, métallurgiste et du textile, le conseiller municipal d'Alger, Amar Ouzegane. Mahmoudi Sfaxi, secrétaire de la section du PCA de Blida, Arezki, de la section PCA de Philippeville (Skikda), Boumeddine, secrétaire de la Région algéroise que dirige Marcel Planès, Larbi Bouhali, alors secrétaire du Secours Populaire d'Algérie et des conseillers municipaux de la liste « indigène » : Amara, Boukhroufa, Sifi, Sfindja et Labsi.

Mais Boukort de 1939, semble totalement désarmé devant l'ampleur du discours nationaliste fasciste et celui du panarabisme et islamisant du PPA, bien audible dans une population bien majoritairement analphabète. Il ne cessa de montrer à travers ses interventions publiques et écrits une nette aptitude suiviste envers le discours du PCF, qui s'éloignait peu à peu de la ligne internationaliste du Komintern.

Parlant trop vite autour de lui et développant des avis contraires aux directives et orientations du PC « père », critiquant de vive voix les positions et comportements des « communistes » d'origine européenne pour leurs attitudes négatives envers les militants et les masses populaires algériennes, il sera vite repéré par le capitaine Paul Schoen (1900-1984) du Centre d'Information et d'Etudes (CIE) d'Alger, un service de documentation et d'opérations politiques auprès de la Préfecture d'abord puis du Cabinet du Gouvernement général d'Algérie.

Le militaire est très lié à l'orientaliste et islamologue, Louis Massignon, maîtrisant l'arabe tant dialectal que littéraire, il aidera l'ethnologue Germaine Tillon à s'installer en Algérie, le capitaine devenu colonel après 1945 et créera le Service d'Information et de Documentation musulmane qui deviendra par la suite le fameux Service de Liaisons Nord-Africain (1945-1957). Il n'est plus un secret pour personne, que c'est bien lui qui aida Ferhat Abbas à rédiger le texte du *Manifeste du Peuple Algérien* et la création de l'UDMA.

Le capitaine est une imminence grise de l'appareil répressif coloniale en Algérie.

« l'opération d'implosion » du vieux parti nationaliste jusqu'à son activiste au sein du MNA-France jusqu'en 1962.

Le récit prend l'allure d'un roman d'espionnage à grand succès. Mais la formation idéologique de Benali Boukort est tellement rudimentaire qu'elle ne pu que favoriser ses faiblesses de caractère, de personnalité et ses fulgurantes oraisons à l'encontre du PPA qui n'a fait qu'amoindrir sa vision politique et la vidée de toute ténacité passionnelle.

Boukort demeure une exception en terme de collaborationnisme, même si du côté du camp nationaliste pan-arabiste ou islamisant, nous pourrions en dire sur les quelques individualités qui ont tentés d'approcher le nazisme et le fascisme. N'en demeure que Boukort du mouvement communiste algérien, fait école à lui seul, celle de condamné à sa juste dimension, au nom de tout ceux et celles qui sont morts sous la torture, les balles et les déportations mortuaires de centaines de militants communistes du PCA.

Lorsqu'il est question d'Histoire nul regret devant le choix d'individus factieux (pourtant le terme ne cessa de ce répéter dans ses discours et écrits) et n'incombe qu'à la défection et la trahison du mouvement communiste révolutionnaire en Algérie. Une trahison dut à l'incapacité à saisir l'instant du renouveaux militant, à cette ignorance politique, à l'incapacité aussi d'assimiler un savoir scientifique, historique et culturel de son peuple et ne cesser de se terrer dans la vision du maitre en usant d'un l'albinisme répugnant.

L'étoile de Benali Boukort s'éclipsera à jamais en ce 7/1/1940, lorsqu'il rédigea et publiera sous les hospices du capitaine Schoen, sa « Lettre » au Gouverneur d'Algérie, M. Beau, annonçant son retrait de la direction du PCA. La suite de son tumultueux parcours intéresse l'histoire du mouvement nationaliste réactionnaire et petit-bourgeois en Algérie, qui est arrivé à ses extrêmes limites politiques, économiques, culturelles et sociales dès le début des années 1990.

ANNEXE 1.

LES PEUPLES ARABES A COTE DE L'ESPAGNE REPUBLICAINE

L'Humanité – 24/8/1936

La lutte héroïque que le peuple espagnol mène contre la soldatesque fasciste intéresse au plus haut point les peuples opprimés des pays arabes.

Pas un musulman opprimé ne pourrait ne pas frémir devant les tortures, les assassinats d'enfants, de vieillards, de femmes, par quoi s'illustrent les bandes déchainées de Franco et de Mola. Les souffrances qu'endurent les populations espagnoles défendant leur vie et leur rappellent tout le drame que la civilisation arabe a eu à subir contre les hordes barbares moyenâgeuses des ancêtres de Franco et de Mola.

Mais avec combien de joie nos masses populaires arabes applaudissent chaque victoire de leurs frères espagnols ! Cette héroïque résistance, cet enthousiasme qui galvanise tout un peuple – hommes, femmes, enfants – soulève leur admiration et suscite leur profonde sympathie. Dans les combattants espagnols contre les militaristes factieux et valets de Hitler et de Mussolini, les peuples arabes sentent des frères, envers lesquels ils ont des devoirs.

Les masses populaires des pays arabes qui n'ont jamais failli à la solidarité internationale en faveur des combattants de la liberté, au cours de cette rébellion fasciste contre le peuple espagnol, ont montré une fois encore qu'elles n'ont rien perdu de cette solidarité pour quiconque lutte au nom de la liberté.

En Algérie, nos masses populaires musulmanes, qui ont scellé leur union dans leur congrès musulman, ont participé et participeront massivement à toute l'action en faveur de l'Espagne républicaine.

En Tunisie, un magnifique meeting groupant plus de 20000 travailleurs arabes et européens, a été le point de départ de toute une action populaire, pour la défense de l'Espagne républicaine.

Les masses populaires de Syrie, de Palestine, d'Egypte, mènent aussi toute une action en faveur des défenseurs de l'Espagne du Front Populaire.

Et cette action de toutes les masses populaires musulmanes des pays arabes pour le soutien effectif des combattants de l'Espagne républicaine, ne pouvait pas rester sans effet.

Nos frères Riffains, que les officiers factieux espagnols sont embrigadés dans leur lutte contre le peuple contre le peuple espagnol, ont compris le crime où ils étaient engagés. Ils ont compris que le républicain, l'ouvrier, le travailleur, le peuple espagnol, n'est pas leur ennemi. Ils ont compris que Franco et Mola et tous les fascistes ne se servaient d'eux que pour égorger l'Espagne du Front populaire et pour aggraver ensuite l'oppression et la famine au Maroc espagnol. Nos frères Riffains, qui n'oublient pas qu'ils ont, sous la direction d'Abd el Krim, infligé de cuisantes défaites aux armées de Franco, de Mola, de Primo de Rivera, ont su distinguer leurs ennemis de leurs amis.

Par tous les moyens, ils ont – et ils continueront ! – fait échec aux bandes de criminels de Franco et de Mola.

Des caïds, des pachas, des chefs de harkas ont refusé de faire rentrer des impôts et du blé.

Les tribus n'acceptent pas d'être les bourreaux du peuple espagnol.

Dans les régiments, la rébellion contre les officiers félons et factieux prend de l'extension.

Demain, toutes les masses populaires marocaines fraterniseront avec l'Espagne républicaine et ouvrière et vaincront la croisade de Franco et de tout le fascisme international.

Cet appui des peuples des pays arabes, comme celui de tous les peuples qui défendent la liberté et la paix, est indispensable. Les masses populaires arabes participeront donc aux souscriptions comme à toute l'action en faveur de l'Espagne du Front populaire.

Annexe 2.

NE DECEVEZ PAS NOS ESPOIRS

L'Humanité -21/7/1936

Si la victoire du Front populaire en France a décuplé la haine et la fureur des colonialistes Croix de feu, elle a suscité une grande joie et un immense espoir dans notre peuple d'Algérie. Notre peuple sait distinguer ses amis de ses ennemis. La politique réactionnaire d'hier qui l'a conduit vers le paupérisme envers son oppression culturelle, sociale et politique, il ne l'attribue pas à la vraie France qui est contre les étrangleurs de la liberté. Les souffrances que nous endurons sous ce joug brutal ne diminuent en rien notre amour fraternel pour le grand peuple de France. Sa victoire du 3 mai sur le monde de la réaction a été pour nous un grand soulagement, et c'est pourquoi nous l'avons saluée avec enthousiasme.

Si jusqu'ici nous avons été déçues dans nos expériences, si des promesses des hommes, des partis et des gouvernements de la droite nous n'avons connu que la réalité brutale, aujourd'hui nous avons la ferme conviction qu'il n'en sera pas ainsi avec nos amis au pouvoir. Le Front populaire, son Parlement et son gouvernement qui sont la véritable expression de la France laborieuse progressive et démocratique, agiront afin de nous sauver de la barbarie où nous ont acheminée ceux qui prolongent les 200 familles en Algérie.

L'historique Congrès musulman populaire qui s'est tenu le 7 juin à Alger, a dit ce que veut notre malheureux peuple d'Algérie. Les préoccupations du peuple d'Algérie sont exprimées également dans les doléances que sont venues présenter aux partis, au parlement et au gouvernement issu du Front populaire, les deux délégations du Congrès musulman algérien et du Front populaire algérien.

Les colons Croix de feu et les autres fascistes font prolonger et envenimer les grèves, ils font opérer des emprisonnements massifs de 300 grévistes dont la majorité indigène ; ils ont fait tirer sur les grévistes arabes à Hussein Dey, à Djidjeli. La *Dépêche Algérienne* lance des appels aux meurtres contre les militants ouvriers. La *Presse Libre*, la *Libre Parole*, le *Tricolore*, *Dissous*, *L'Echo d'Oran*, *Oran-Matin* etc., se font les porte-drapeaux d'une croisade antisémite. Dans la 2^e circonscription d'Alger, aux élections au conseil général, le préfet d'Alger, son secrétaire aux affaires indigènes, M. Michel, et les maires fascistes font un coup de force contre la volonté populaire.

Que signifient toute ces manœuvres d'arriver à exacerber nos populations musulmanes, les pousser dans des aventures afin d'attirer sur elles une répression sauvage ? Toutes ces provocations ignobles des fascistes, maîtrisés en France, mais jouissant en Algérie de la complaisance et même de la complicité de certaines sommités administratives réactionnaires, ont pour objectif immédiat : dresser notre peuple d'Algérie contre le Front populaire et le gouvernement de notre camarade Léon Blum.

Ceux-ci écouteront, nous en sommes certains, la voix de 6 millions d'êtres humains qui ne peuvent plus souffrir et dans la situation est des plus misérables. Ils ne laisseront pas carte blanche à ces antifrançais avérés qui complotent sans être tracassés contre le régime républicain et qui préparent en notre pays, contre le gouvernement issu du Front populaire, le même coup de force que vient de perpétuer la canaille fasciste contre la jeune République espagnole.

Dans l'intérêt d'une union solide et fraternelle entre nos peuples de France et d'Algérie, l'égalité de droits avec les citoyens français, avec le maintien du statut personnel, devrait être réalisée par le gouvernement.

Celui-ci doit montrer à tout le monde la véritable figure de la France libérale. Décevoir nos espérances, c'est faire le jeu de la carte fasciste et c'est porter un coup mortel à l'union entre nos deux peuples.

Ben Ali BOUKORT.

Annexe 3

CONFERENCE DES SECRETAIRES REGIONAUX DU PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS.

Gentilly – 27/4/1937.

Ben Ali Boukort (Algérie)

Je n'ai pas pu assister au rapport du camarade Gitton.

Mais je veux quand même dire ceci :

Concernant nos rapports entre nous et le Front Populaire.

Nos rapports ont toujours été excellent et ont déterminé la grande victoire que vous connaissez avec l'élection de Perrégaux et le fascisme a été balayé.

Nous avons rencontré de grandes difficultés concernant le projet Violette de la part des radicaux qui n'en veulent pas. Or, actuellement l'ensemble du peuple algérien est derrière le projet Violette et leur position étant contraire, nous allons vers une situation sérieuse.

Si la base du parti radical montre une grande sympathie pour le projet Violette, la majorité du parti radical en Algérie se ralliera bientôt à ce projet. Aujourd'hui nos rapports dans le Congrès Musulman sont bons. La manœuvre que les fascistes ont menée le Congrès musulman et plus particulièrement contre notre Parti, n'a pas réussi.

Aujourd'hui, grâce à la politique clairvoyante de notre Parti, les masses laborieuses se tournent vers nous en Algérie ont pu le constater. Tous les éléments progressifs qui ont toujours été réfractaires à notre Parti se rapprochent de nous.

Vous avez lu un article paru dans le N° spécial de « Lutte Sociale », reproduisant une lettre du cheik Ben Badis, Président des Oulémas et personnalité importante dans le mouvement politique, qui a fait l'éloge de notre Parti et l'ensemble du Congrès musulman a envoyé une adresse enthousiaste à notre Parti.

En plein meeting communiste à Alger, Lamine Lamoudi, directeur du journal « La Défense » et vice-président du Congrès musulman fit une déclaration analogue.

Dans les cercles musulmans qui nous étaient fermés, aujourd'hui on nous reçoit, avec déférence. Nos camarades ne sont plus écartés des responsabilités et occupent des postes importants.

Notre politique d'union a valu le renforcement de notre Parti. Nous sommes en train de faire le recensement de notre Parti. Nous n'avons pas encore reçu tous les renseignements de tous les centres mais il ressort de ceux que nous avons reçus, une augmentation de nos effectifs et de la création de nouvelles organisations. Aussi notre Parti pousse son organisation jusque dans les confins du Sahara.

Mais ce qui est significatif dans le renforcement de notre Parti c'est sa nouvelle composition nationale. Les rapports changent et l'afflux des travailleurs arabo-berbères vers notre P.C. Est un fait remarquable. Nous avons quelques musulmans dans le P.C.

Aujourd'hui notre pays n'est plus considéré comme une importation, de l'étranger mais comme un parti exclusivement d'européens. A travers ses militants arabo-berbères et sa politique d'union et de lutte pour les intérêts de toutes les masses populaires, notre Parti est devenu un vrai parti du peuple.

Notre « Lutte Sociale » dont le tirage passe de 13000 à 15000, voit son bouillonnage tomber de 33% à 11%.

L'agrandissement de son format, sa nouvelle présentation et les nouvelles rubriques que nous lui avons données lui assurant un succès grandissant.

Ainsi non seulement nous sommes le plus grand parti politique en Algérie, mais aussi nous avons le premier hebdomadaire de tout le Front populaire et de tous les organes progressifs musulmans.

Concernant le travail des communistes dans les syndicats, depuis l'avènement du Front populaire et les grèves de Juin, Juillet 1936, le mouvement syndical s'est renforcé à travers l'Algérie.

Le mot d'ordre « *A travail égal salaire égal* » et les victoires partielles arrachées au patronat, rapprochèrent de nos syndicats les couches laborieuses qui jusque là se tenaient à l'écart de l'organisation

Là encore les communistes, par leur dévouement et leur activité ont acquis la confiance des masses populaires laborieuses et les plus hautes responsabilités leur sont confiées.

Il y avait à la tête de certains syndicats, comme celui des dockers d'Alger, groupant plus de 2500 adhérents, des fascistes du P.P.F. Grâce à l'action persévérante de nos camarades, les agents de Doriot ont été délogés et c'est ainsi que notre camarade Yakoub a été élu secrétaire du syndicat des dockers d'Alger.

Cet afflux de travailleurs vers leurs syndicats et la confiance qu'ils accordent aux communistes, ne laisse pas indifférents les colonialistes fascistes.

Parallèlement à la campagne de calomnies qu'ils mènent contre les syndicats et les militants, ils poursuivent une offensive systématique contre les travailleurs.

Ils violent les contrats collectifs, résistent à l'application de la semaine de 40 heures, bafouent le droit syndical, pourchassent les ouvriers syndiqués, et s'opposent à la fixation du salaire minimum pour les ouvriers agricoles. Ils font tout pour exaspérer les travailleurs et les pousser dans des mouvements grévistes qui leur permettra de les faire réprimer sauvagement, les fusillades de Djidjeli, du Kouif sont des exemples typiques non seulement des exploités fascistes mais dénoncent aussi les complicités qu'ils ont dans l'administration et la police.

Mais rien ne brisera cet élan des travailleurs algériens et européens vers notre CGT et vers le Front Populaire, et le gouvernement de celui-ci réalisait les réformes sociales et des conditions de salaires raisonnables qui l'imposent en Algérie.

Pour l'Union franco-musulmane, parmi les bases multiples d'union nous venons d'en réaliser une nouvelle.

Puisqu'il n'y avait comme cercles que des cercles musulmans, ou européens séparés.

Afin de mieux rapprocher les différentes populations de notre pays, nous avons conçu une nouvelle forme de cercles, des cercles d'union franco-musulmane.

Ces cercles sont aussi les lieux d'éducation et cet effet nous avons à notre disposition quelques professeurs de faculté comme nous avons des médecins il y aura des consultations médicales gratuites. Il y aura aussi un service de conseils juridique, etc....

Cette nouvelle forme de cercles rencontrera une grande sympathie non seulement parmi les larges masses populaires, arabo-berbères et européennes, mais aussi tous les leaders progressistes du mouvement algérien.

Ainsi le jour de l'inauguration, en outre des professeurs de facultés et des personnalités intellectuelles européennes, il y eut le Cheikh Taieb El-Okbi qui présida la séance, Lamine Lamoudi, vice-président du Congrès musulman et directeur de *La Défense*, Benoura directeur de justice, des élus, le président de l'association des étudiants musulman, Mahiedine Bachtarzi compositeur et ténor algérien, etc.

Le jour de l'inauguration les effectifs du cercle se contaient à plus de 800 adhérents.

L'exemple de ce cercle sera suivi à travers toute l'Algérie.

La Commission parlementaire qui se trouve encore en Algérie est sur le point de terminer sa tournée.

Notre Parti a donné des instructions à l'ensemble de nos camarades élaborèrent avec nos amis du Front populaire et du Congrès musulman des cahiers de revendications.

On peut dire que la commission a vu et entendu la vraie Algérie, celle qui souffre mais espère avec le Front populaire. Il y eut jusqu'à une délégation des petits cirEURS à Philippeville qui demanda du pain et des écoles.

Il ressort que partout nos masses populaires ont manifesté leur sympathie et leur attachement dans le Front populaire. Partout, écrivait Pierre Bloch, député SFIC de l'Aisne et vice-président de cette commission, « *le Front Populaire a trouvé la plus vive sympathie.* »

Le peuple d'Algérie a le ferme espoir que la France du Front populaire entendra sa voix, se penchera plus décidément sur son malheureux sort et l'aidera à sortir de l'immonde esclavage où l'on plongé l'égoïsme colonialiste.

Nos faiblesses. Pouvons nous dire que nous sommes sans faiblesse. Non ! Nous en avons.

1 – Sous estimation de l'organisation. Certains de nos organisations se contentent de recruter en masse mais ne prennent pas de disposition pour la répartition des nouveaux adhérents. Il arrive comme c'est le cas de Perréaux, qu'il se trouve des cellules avec plus de 20 membres :

3 – Entraves dans le recrutement. Effrayés par l'afflux de travailleurs vers notre parti, certains de nos camarades créant toute sorte d'entraves aux nouveaux adhérents. Ils exigent d'eux d'être communistes avant d'être dans le PC. C'est ainsi qu'un secrétaire de section de Bab-El-Oued (Alger) disait en pleine assemblée d'information qu'il faut éviter d'être noyé par les indigènes. Un autre militant disait que s'ils voulaient des indigènes il y en aurait par centaines. Et il arrive que par suite de l'attitude inadmissible de certains camarades, que des nouveaux adhérents s'adressent directement au centre. Ainsi Maatka (Kabylie) nous avons reçu une demande de 50 cartes.

En conclusion. Telles sont les principales faiblesses que nous avons et que nous oeuvrons à surmonter ? Nous sommes sûrs qu'avec l'aide de la direction de notre P.C.F. nous parviendrons à faire de notre P.C. d'Algérie un grand et fort parti capable d'être à la hauteur de toutes ses tâches.

Annexe 4

Algérie ! La France te parle !

Préface de BEN ALI BOUKORT, secrétaire du Parti Communiste d'Algérie, au discours de Marcel GITTON, secrétaire du Parti Communiste Français au 1^{er} Congrès du PCA – Octobre 1936.

PREFACE

L'historique Congrès de notre jeune Parti Communiste d'Algérie, parti du peuple, eut la joie d'avoir parmi lui notre camarade marcel Gitton, secrétaire du Parti Communiste français. Il prononça l'important discours que le lecteur lira après ces lignes. C'est la voix non pas seulement du grand P. C. F. Avec ses 300000 membres, mais celle de tout le grand peuple de France.

C'est ce peuple qui tend la main à son frère, notre peuple d'Algérie. Cette voix généreuse et courageuse, pleine de sagesse et d'amitié n'est que l'expression de solidarité de ce peuple de France dont l'histoire ne fut que luttes pour la liberté. Cette voix de France demande à notre peuple de ne pas se laisser désarmer de son union populaire et de résister à toutes les tentatives de désunion de ses ennemis déclarés ou camouflés.

Quel réconfort pour notre peuple d'entendre ces paroles justes et pleines d'espoir au moment même où ses ennemis se coalisent et complotent contre lui.

Par la bouche de Gitton, c'est la France révolutionnaire et républicaine qui nous parle : « Oui, vous avez droit à un peu plus de pain, à des écoles, et à toutes les libertés dont jouissent les citoyens français », nous dit-elle.

Mais, les anti-français, par leurs Roux- Freissineng, leurs Mallarmé, leurs Saurin, lui répondent : non. Ennemis du progrès, ces esclavagistes modernes entendent opprimer éternellement sous leur despotisme cruel, six millions d'êtres humains. La volonté de la France ne compte pas pour eux. Pour ces forbans réactionnaires, la roue de l'histoire doit s'arrêter sinon tourner à l'envers.

Mais le proverbe dit : « *Les chiens aboient, mais la caravane passe* ».

Ni les complots, ni les subtilités de cette caste moyenâgeuse, de cette « féodalité algérienne », comme l'appelle si justement le sympathique M. Faci, n'empêcheront notre peuple d'avancer sans rien perdre ni de son courage, ni de son sang-froid, ni de sa foi en l'avenir.

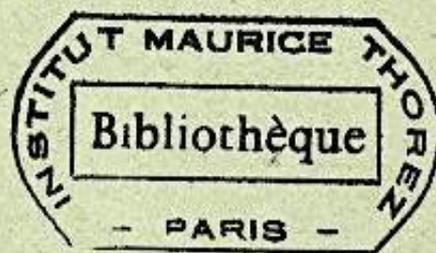
Il défendra l'union populaire réalisée entre son Congrès et le Front populaire et il ne permettra à personne d'y parler atteinte.

Peuple de France, notre peuple est ton frère ; nos destinées sont intimement liées et nous devons aller ensemble, la main dans la main, vers une humanité meilleure. Nous ne permettons à personne de spéculer sur notre malheureux sort pour nous jeter dans des aventures. Oui, nous sommes un peuple exténué, désespéré même, qui a besoin de pain, d'écoles, de libertés et de ses droits d'homme ; mais cela ne nous empêche pas de savoir discerner le jeu de nos ennemis.

Notre union et notre amitié fraternelle avec toi, peuple de France, nous protégeront. Avec toi, nous continuerons noire chemin vers un avenir meilleur et radieux, vers une France et une Algérie libres et heureuses que veulent et que feront les Communistes.

BEN ALI BOUKORT.

عندما تكلم الشعب الجزائري
بقلم
ابن علي بو كرت



Quand
le peuple d'Algérie
parle.....

par

BEN ALI BOUKORT

ÉDITÉ PAR LE PARTI COMMUNISTE D'ALGÉRIE
66, Rue de Lyon, 66 - ALGER

**Quand
le peuple d'Algérie
parle.....**

par

Ben Ali BOUKORT

ÉDITÉ PAR LE PARTI COMMUNISTE D'ALGÉRIE
66, Rue de Lyon, 66 - ALGER

Introduction

Notre Parti Communiste d'Algérie a posé la candidature de BOUKORT pour l'élection d'un conseiller indigène, un mois après sa libération de l'enfer du Sahara où il avait subi près de deux années de déportation pour le crime d'être un combattant de la liberté, de l'union fraternelle entre notre peuple d'Algérie et le peuple de France et d'être communiste.

Cette élection venait un mois après l'historique Congrès musulman du 7 juin, où unis fraternellement 6.000 délégués venus de tous les coins de l'Algérie, représentant toutes les couches sociales de notre peuple, comprenant des militants de toutes les conceptions politiques et religieuses : Oulamas, élus, militants communistes, socialistes, nationaux, réformistes, nationalistes, révolutionnaires, etc..., ont discuté de la situation de notre peuple ; élaboré une Charte revendicative et affirmé leur union fraternelle avec le Front Populaire.

Ce n'était donc pas une candidature de principe comme voulaient le croire certains gens, mais une candidature posée en une période historique de notre peuple et de notre jeune Parti Communiste d'Algérie.

C'est donc en un moment où l'Union Populaire en Algérie s'est réalisée, où notre peuple d'Algérie a appris à distinguer ses amis de ses ennemis et où toutes les calomnies, toutes les insultes que nos adversaires bavaient contre le Communisme, s'écroulaient.

C'est aussi en une période où notre situation est devenue intenable. Notre misère est grande et atroce. Partout des êtres faméliques qui ne trouvent même pas pour se nourrir de racines ni de tiges d'herbes sauvages qui poussent sur les terres interdites du colon féodal. Nous sommes un peuple de va nu-pieds, de loqueteux n'ayant d'abri que dans le coin des rues. Nos exploiters sont féroces et ils trouvent inadmissibles que le Gouvernement du Front Populaire se penche sur notre malheureux sort et fixe un salaire minimum et l'application de la semaine de 40 heures ou de la journée de 8 heures.

A notre détresse matérielle s'ajoute notre étouffement culturel. 950.000 enfants Arabes-Berbères ne trouvent pas de place à l'école française et on leur ferme les écoles culturelles ouvertes par les vénérables Oulamas, car pour les sbires factieux de l'administration colonialiste notre langue maternelle (l'arabe) est déclarée langue étrangère.

En vertu d'un régime spécial, l'odieux code de l'indigénat, nous sommes privés de toutes nos libertés démocratiques et de tous nos droits d'hommes.

Notre candidature communiste signifiait donc pour tout notre peuple, comme d'ailleurs pour tous ses ennemis, une candidature de lutte pour l'abolition de l'Indigénat et de tout le système d'exploitation et d'oppression qui le caractérisent et pour l'égalité entre nos populations musulmanes conservant leur statut personnel avec les citoyens français quant aux droits et aux libertés démocratiques.

Si pour nos masses populaires arabo-berbères et européennes notre candidature était saluée avec joie et enthousiasme, pour tous ceux qui nous asservissent et nous oppriment brutalement, pour tous ceux qui sont plutôt pour le renforcement de notre esclavage matériel, social, culturel et politique, que pour son

atténuation, cette caste privilégiée prolongeant sur nous la dictature des 200 familles qui ont une haine féroce contre le Front Populaire et qui complotent impunément contre la France du Front Populaire, elle constituait un danger pour leur souveraineté, qu'ils confondent avec celle de la France.

C'était donc en une période où les émules de Franco et de Mola, répondant aux appels de Hitler et de Mussolini, lançaient leur croisade contre le Front Populaire et le Gouvernement de notre Camarade Léon Blum, que notre Parti Communiste d'Algérie a posé cette candidature.

Ces ennemis irréductibles n'ayant pu refroidir ni briser l'enthousiasme et la sympathie populaires en sa faveur sont allés au coup de force du 12 juillet que tout le monde a appris.

Sur l'ordre des colons factieux et de tous leurs élus au Conseil général et à la Délégation financière, M. le Préfet Bourrat et M. Michel ont ordonné à tous les maires d'annuler des bulletins portant le nom BOUKORT. Le prétexte mis en avant par ces augures fascistes, est qu'il n'était pas inscrit dans la circonscription.

A ces Messieurs nous ne voulons d'abord répondre que ceci :

1° Il ne pouvait être inscrit dans nulle circonscription puisque pendant 20 mois vous l'avez mis en résidence forcée ;

2° Et même s'il n'était pas éligible, qui vous donne le droit d'annuler des bulletins sur le nom d'un candidat quelconque. Vous vous êtes substitués illégalement et arbitrairement au Conseil de Préfecture et au Conseil d'Etat. Vous avez violé la loi.

Les pages qui vont suivre éclaireront l'opinion publique sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette élection.

L'ELECTION DE CHERCHELL

I. - Le front anti-populaire

A qui appartient la victoire du 12 juillet ?

Est-ce à nous peuple, à nous Parti Communiste qui luttons pour une Algérie libre et heureuse, ou est-ce à cette coalition anti-populaire groupant les éléments colonialistes les plus rétrogrades, les plus agressifs, les adulateurs du fascisme, ceux qui prolongent sur nous la dictature des 200 familles ?

Mathématiquement comme légalement, nous étions vainqueurs, puisque 4.050 suffrages se sont portés sur le nom de Ben Ali Boukort, fils du peuple, candidat du Parti Communiste.

Mais les lois républicaines, comme le suffrage populaire quand il s'agit de nos populations musulmanes, ne comptent pas pour le monde des flibustiers colonialistes, fascistes et de leurs agents dans l'administration. Selon la philosophie de cette caste esclavagiste, nous ne devons aspirer à aucune amélioration de notre situation matérielle, sociale et politique. Pour elle, nous devons demeurer l'éternelle « race inférieure » qui doit accepter docilement son féodalisme.

Ces rapaces impitoyables n'admettent pas, par exemple, qu'un gouvernement issu de la volonté populaire puisse se pencher

sur notre effroyable situation et se montre disposé à satisfaire nos légitimes revendications.

Ce n'est pas par hasard que, durant 15 jours qu'a duré la campagne électorale, nous eûmes, non seulement à affronter nos adversaires avec leur argent, leurs calomnies, leurs insultes, leurs faux bruits les plus inimaginables, mais aussi l'hostilité de l'administration et de ses agents, la haine, les provocations et le boycottage sous toutes formes des municipalités Croix de Feu.

Ce n'est pas par hasard qu'à travers la plupart de nos réunions nous eûmes à défendre le Front Populaire, le Gouvernement du Camarade Léon Blum, contre les factieux qui s'efforçaient par les moyens les plus grotesques et les plus répugnants, à les discréditer aux yeux de nos masses musulmanes. « A bas les Juifs » (*sic*), nous répondaient les colons Croix de Feu de Crescia, au signe de leur maire, quand nous disions : « Vive le Gouvernement du Front Populaire. »

Ce n'est pas par hasard que les maires fascistes de Saint Eugène, de Novi, de Gouroya, etc., nous refusèrent les salles municipales pour nos réunions, et que le maire de Tipaza, avec son Caïd et les colons Croix de Feu sabotèrent notre réunion et obligèrent les musulmans à ne pas nous écouter parce qu'il ne leur plaisait pas que ces derniers approuvassent avec enthousiasme le programme et les mots d'ordre de notre Parti.

Ce n'est pas par hasard que les maires et les commissaires de police de Meurade, de Marengo, d'El-Afroun, d'Amr-el-Aïn, de Tipaza, de Gouraya, de Crescia, etc., intimèrent l'ordre aux électeurs musulmans de leurs localités de voter pour Ben Allal ou pour Zerrouk Mahiedine, mais jamais pour le communiste Boukort ; que les caïds, les gardes champêtres, les gardes forestiers parcoururent du 6 au 12 juillet toute la circonscription, répandant les faux bruits, les mensonges, les menaces de toutes sortes, c'est-à-dire les mots d'ordre de la Préfecture d'Alger.

Ce n'est pas par hasard que la plupart des maires de la circonscription furent convoqués à la Préfecture le lendemain du premier tour de scrutin, où certainement on leur a fait la leçon de bloquer contre notre candidature. M. Michel, Secré-

taire des Affaires Indigènes à la Préfecture, ne disait-il pas « qu'à aucun prix Ben Ali Boukort ne serait élu », car l'élection d'un communiste arabe serait, selon lui, un « précédent néfaste (*sic*) pour la souveraineté française ».

Ce n'est pas non plus par hasard ces fermetures de cafés maures à Coléa, à Gouraya, d'écoles coraniques à Novi, ces menaces contre les oulamas et tous les militants qui nous aidèrent dans notre campagne électorale ; ces retraits d'armes et ces emprisonnements et toute cette atmosphère de terreur qui pesait le 12 juillet sur les électeurs, toutes ces provocations aux troubles ainsi que nous l'avons signalé dans la lettre ouverte adressée à M. le Préfet d'Alger.

Non. Tout cela n'est pas dû au hasard ! C'est là l'un des aspects de la haine et du réactionnarisme féroces que les factieux colonialistes, leurs valets dans l'administration et les féodaux indigènes, nourrissent à l'égard de notre peuple qui aspire et lutte pour une vie libre et heureuse.

L'offensive contre la candidature communiste, l'annulation illégale par les 19 maires fascistes, sur ordre préfectoral, des 2.660 voix sur les 4.050 qui se sont prononcées sur le programme de notre Parti, ne sont autre chose qu'un barrage à la volonté et aux revendications populaires d'Algérie.

Ces messieurs les fascistes et leurs valets des cadres de l'administration en falsifiant cyniquement le scrutin ont montré que pour eux les lois républicaines ne comptent plus. Ils ont signifié, une fois de plus à notre peuple qui aime et qui a confiance en la France du Front Populaire, qu'ils entendent imposer à tout le monde leur despotisme et qu'avec le Front Populaire et le Gouvernement du Camarade Léon Blum nous n'avons rien à espérer.

Tous ces croisés allant des colonialistes fascistes, des bureaucrates arabophobes et réactionnaires des cadres de l'administration, jusqu'au caïd ou au simple garde forestier, qui, après avoir essayé de dresser par leurs provocations nos masses musulmanes contre le Front Populaire et qui ont exécuté froidement leur coup de force du 12 juillet, ne visaient qu'une chose :

aggraver le mécontentement de nos masses populaires et les dresser contre le Gouvernement issu de la victoire du 3 mai.

Tous ces spadassins qui ne peuvent pas digérer la cuisante défaite qu'ont infligée le 3 mai les masses populaires de France aux 200 familles et à leurs valets de tout acabit ne négligent rien pour préparer le même crime que commettent leurs congénères Franco, Mola, etc., contre la jeune République espagnole. Ils organisent par leurs provocations continues et systématiques le complot contre l'ordre républicain. Ils prétendent faire de l'Algérie le centre stratégique d'où partira la rébellion fasciste contre la France du Front Populaire.

C'est cela la signification de l'offensive de cette croisade anti-populaire contre la candidature communiste et du coup de force du 12 juillet.

II. - Sous le signe de l'Union populaire

Dès nos premiers contacts avec la 2^e circonscription, les masses populaires musulmanes nous témoignaient une chaleureuse sympathie.

C'est cela qu'ont signifié les populations musulmanes d'El-Affroun, de Téfounchen, de Fouka, de Coléa, de Cherchell, de Cheraza, de Marengo, etc., qui, au milieu de l'enthousiasme populaire, offrirent ces superbes gerbes de fleurs et portèrent en triomphe à travers les rues notre candidat.

C'est cela que signifiait toute cette jeunesse vibrante de toutes les localités qui voyait en lui un frère, un représentant digne de leur enthousiasme et de leurs espérances ; un combattant acharné contre leur misère matérielle et intellectuelle : « Vive Ben Ali Boukort ! Vive le Parti Communiste ! Vive le Front Populaire ! », criait-elle partout, dans la ville comme dans la campagne, en réunion comme dans la rue.

Et tous ces fellahs, ces pauvres Khemmas, ces ouvriers agricoles, ces malheureux forestiers, ces petits commerçants, ces anciens combattants, ces mokaddens de Zaouias, ces oulamas, ces instituteurs, ces élus qui nous entouraient fraternellement et paternellement, nous embrassaient, nous chuchotaient à l'oreille des recommandations judicieuses, nous faisaient part de leurs souffrances, des injustices, des abus qui les meurtrissaient, nous demandaient conseil sur telle ou telle chose ; et

qui ainsi sous l'égide du Parti Communiste s'unissaient pour barrer la route à nos adversaires, n'exprimaient que la physionomie de notre peuple uni dans le Congrès musulman algérien du 7 juin. Pour tous, Mbarek Ben Allal, l'homme qui a fermé les mosquées aux oulamas, Zerouk Mahiédine qui a fait exiler l'émir Khaled et renforcé l'odieux code de l'Indigénat, étaient deux personnages exécrables. Ils avaient juré de les rejeter.

C'est cela que signifiaient tous ces oulamas, tous ces élus, tous ces chauffeurs de taxis, tous ces amis qui nous accompagnaient en caravane pendant notre tournée électorale pour le 2^e tour, tous ces organes de la cause indigène, *La Défense*, *Justice*, qui avec notre vaillante *Lutte Sociale* défendaient notre candidature contre les félons, les traîtres. *La Défense* du 10 juillet écrivait : « Pour une élection propre et honnête, pour avoir un élu libre, indépendant, consciencieux et dévoué à la cause musulmane de la 2^e circonscription, votez en masse pour Ben Ali Boukort, le militant sincère et convaincu, la victime innocente et l'adversaire redoutable de l'exécrable code de l'Indigénat, le martyr de l'internement ; contre l'homme des mosquées, contre l'homme qui s'est déshonoré par ses innombrables et abominables félonies, contre les vendus de tout poil et les traîtres de tout acabit, contre le béni-oui-oui abject et la corruption des mœurs et des consciences.

« Pour une représentation saine et sérieuse. »

C'est cette sympathie pour le militant communiste qu'ont tenu à manifester au nom de la jeunesse laborieuse, estudiantine et sportive, ces délégations venues depuis Mostaganem, etc., jusqu'à El-Affroun, et ce sentiment c'est celui de tout notre peuple d'Algérie.

Mais ce sont aussi les masses laborieuses et toutes les couches progressive européennes qui voyaient avec sympathie notre candidature. Nous ne pouvions pas être insensibles à l'accueil que les maires républicains de Cherchell, de Douréa, de Saoula, etc., nous firent.

Nous ne pouvons pas oublier tous ces amis indigènes et européens qui mettaient à la disposition de notre Parti Communiste leurs automobiles, ces dizaines de militants européens et

arabes : socialistes, nationalistes, communistes, oulamas, élus, etc., qui ont accepté la surveillance des opérations électorales et qui ont su déjouer courageusement toutes les provocations des maires factieux de toutes les forces chargées de l' « ordre ». Ce sont là autant de manifestations de sympathie.

Ainsi tous ceux qui dans notre peuple aiment la liberté et le progrès, tous ceux qui veulent que cesse le régime infernal de famine et d'oppression qui nous étreint, ont été avec nous dans la bataille parce que l'ensemble de notre peuple comme aussi tous nos ennemis avaient le regard tourné vers la circonscription de Cherchell.

C'était donc une lutte entre l'*avenir* dont notre Parti Communiste est le porte-drapeau, et le *passé* représenté par le maraboutisme rétrograde et le colonialisme fasciste. C'était une lutte *entre nous, peuple qui aimons et voulons la liberté, et les étrangleurs de nos libertés démocratiques et de tous nos droits humains*. C'était une lutte entre nous qui ne pouvons souffrir la faim et l'ignorance, qui demandons du pain et des écoles, et tous ceux qui nous affament matériellement et culturellement.

Pensez-vous, Messieurs de la *Voix Indigène*, que c'est un déshonneur pour tous ceux qui ne sont pas communistes d'avoir sympathisé et aidé une candidature communiste ?

Ceux-là qui ne trahissent pas pour un plat de lentilles la cause du peuple, qui refusent de manger au ratelier des fonds secrets des Affaires Indigènes, n'ont pas hésité à choisir. Entre le militant qui lutte pour le pain, les écoles et la liberté, et les bénioi-oui malfaisants, corrompus et traîtres, tous ceux qui respirent l'honnêteté, la dignité humaine et l'amour de la liberté, tous ont tendu une main fraternelle à l'enfant du peuple. Nous les en remercions fraternellement et très chaleureusement.

C'était là un courage qui dépasse de beaucoup la félonie et la trahison des bourreurs de crâne et des calomniateurs professionnels qui se couvrent de la honte et de la trahison.

Honneur donc à tous nos frères et amis qui étaient à nos côtés dans la bataille !

En la circonstance les amis et les ennemis de notre Peuple ont été appréciés !

III. - Que signifient les 4.050 voix pour Boukort

Victoire communiste et victoire du peuple.

Malgré toute la terreur que les maires, les commissaires de police et les colons fascistes, les gendarmes, les gardes forestiers, les gardes champêtres, les caïds et les féodaux faisaient régner sur la population musulmane, le dimanche 12 juillet plus de 4.050 voix, propres, courageuses, se sont prononcées pour le candidat du Parti Communiste. Le nombre aurait été plus écrasant si le vote s'était passé librement, si les bureaux de vote n'avaient pas été assiégés par les racoleurs de Ben Allal et de Zerouk et si les électeurs n'avaient pas voté sous la pression et sous la menace des fusils et de la trique.

Ainsi, malgré les moyens les plus déloyaux, les plus malhonnêtes et les plus ignobles, malgré la terreur policière, administrative et patronale, les candidats de l'administration du fascisme et du féodalisme esclavagiste, Mebarek Ben Allal et Zerouk Mahiedine, du Front Paysan, n'eurent le premier que 2.766 voix et le second que 622 ; Hadj Salah Hamond, qui s'était désisté, paraît-il moyennant finances, n'a eu que 2 voix.

Notre candidature rallia plus de 4.050 voix dont 1.411 étaient déclarées par des maires républicains indépendants et honnêtes, et plus de 2.660 voix pour Boukort étaient purement et simplement annulées par les maires factieux sur l'ordre de la Préfecture d'Alger.

Afin de mieux apprécier l'escroquerie monumentale dont se sont illustrés ces étrangleurs de la volonté populaire, des lois républicaines et de toute démocratie, et aussi les rapports de force, nous donnons ci-dessous le tableau des résultats du 2^e tour, c'est-à-dire du 12 juillet :

DÉSIGNATION des COMMUNES	Inscrits	Votants	Bulletins nuls c.-à-d. Boukort	Suffrages exprimés	BOUKORT		MEBAREK ben Allal	ZEROUK
					1 ^{er} tour	2 ^e tour		
Ameur el Aïi	172	147	81	66	87	0	55	11
Attatba	135	118	44	74	20	0	61	13
Baba Hoissen	11	11	0	11	0	10	1	0
Bérard	72	63	11	63	25	40	18	5
Bourkika	72	61	16	61	29	0	29	16
Bouzarea	203	101	39	62	18	0	36	26
Castiglione	90	80	7	73	58	53	20	0
Cheragas	306	250	3	248	54	157	85	2
Chelchell ville	1055	817	15	803	200	631	71	100
Cherchell mixte	93	89	0	89	6	4	85	»
Crescia	140	122	1	121	0	17	66	38
Dely Ebrahim	37	33	3	30	3	13	15	2
Douaouda	48	38	0	38	14	20	12	6
Douera	453	389	236	150	88	0	147	3
Draria	192	137	135	2	30	0	»	2
El Achoun	0	0	0	0	0	0	0	0
El Afroun	536	479	257	222	170	0	297	15
El Brair	261	177	132	45	114	0	15	30
Fouka	156	144	143	»	99	116	0	0
Gouraya	822	695	464	231	401	0	217	14
Guyoville	79	60	3	57	29	47	10	0
Coléa	825	734	239	495	20	0	448	47
Mahelma	227	187	1	186	7	95	80	11
Marengo	453	371	219	152	248	0	117	35
Meurod	621	522	44	478	67	0	379	99
Novi	340	276	191	85	63	0	81	4
Oued El Laleug	454	375	180	195	91	0	182	13
Oued Fayet	17	15	5	10	15	0	10	0
Saoula	224	193	5	188	»	96	62	30
Staouili	95	75	3	72	49	41	27	4
St. Eugène	238	177	128	49	99	0	23	24
St. Ferdinand	14	14	0	14	0	11	3	0
Tipara	404	354	206	148	5	0	4	0
Tefeschoun	101	87	1	86	31	44	39	4
Zeralda	88	76	0	76	32	27	42	7

Ces 4.000 voix qui se sont prononcées pour notre candidature certaines gens ont essayé d'en diminuer l'importance et d'en défigurer la signification. Ceux qu'un tel résultat a surpris ne peuvent pas admettre que ces voix, non seulement constituaient un verdict contre toute la politique de famine et d'esclavage dont nous souffrons, mais sont l'approbation du programme d'émancipation de notre Parti Communiste.

Ils voudraient séparer le candidat de son Parti et disent par exemple que les masses ont voté pour le militant dévoué à la cause populaire et non pour le communisme.

Nous tenons donc ici à mettre les choses au point. Ben Ali Boukort a été présenté, non pas en son nom personnel, mais au nom de son Parti : *le Parti Communiste*.

Pendant toute la campagne électorale, depuis le premier jusqu'au dernier jour, il a défendu la doctrine, le programme et la tactique de son Parti. Avec honneur et fierté, il a revendiqué son appartenance au Parti Communiste. Il s'était donc présenté au suffrage sans rien cacher aux masses populaires. L'électeur savait donc pour qui et pour quel programme il allait voter.

Les 4.000 électeurs qui ont voté pour Boukort ont surtout voté pour le pain, les écoles, la liberté et la paix, mots d'ordre qui constituent la charpente du programme de notre Parti Communiste d'Algérie.

Les 4.000 électeurs savaient que Boukort c'est le militant qui s'est forgé depuis plus de 12 ans dans les rangs du communisme.

Que l'on veuille ou non les 4.000 électeurs de la 2^e circonscription de Cherchell ont bloqué sur sa candidature parce qu'ils savaient qu'il appartient au Parti Communiste qui lutte pour une Algérie libre et heureuse et qui ne recule devant aucun sacrifice quand il s'agit de défendre les intérêts du peuple d'Algérie.

Honneur donc aux 4.000 électeurs de la circonscription de Cherchell qui ont compris ce que veut notre Parti Communiste d'Algérie et qui l'ont approuvé si courageusement, si magnifiquement.

IV. - Ce que veut notre Parti Communiste d'Algérie

*Discours prononcé à Cherchell le 3 juillet 1936
devant plus de 1.200 électeurs musulmans.*

Amis, Camarades,

Dans deux jours vous aurez à dire quel est l'homme qui vous représentera au Conseil général et quel est le programme qui vous convient. Il faut choisir parce que votre choix aura non seulement une signification locale mais nationale. Tous les regards du peuple d'Algérie et des couches progressives européennes sont tournés vers vous. Le sont également les regards de tous ceux qui nous asservissent, qui nous affament, qui étranglent nos libertés démocratiques et qui nous oppressent. Et c'est parce que la situation de la 2^e circonscription d'Alger (Cherchell) est la même que celle de l'Algérie, que votre choix intéresse l'ensemble de notre peuple. Donc la lutte que nous engageons, c'est une lutte entre notre peuple qui veut du pain, des écoles, la liberté et ceux qui l'oppressent culturellement, socialement et politiquement. Notre lutte est une lutte entre le pro-

grès, la civilisation dont nous sommes le porte-drapeau et la réaction moyennageuse du colonialisme fasciste et de son allié, le féodalisme rétrograde.

Quelle est notre situation ?

Expropriées de nos terres, nos masses paysannes prolétariennes subissent une exploitation odieuse. Ce sont des journées interminables allant de 12 à 16 heures pour des salaires variant de 4 à 10 fr. L'exploitation colonialiste ne s'arrête pas là, elle poursuit le malheureux paria agricole jusque dans ses achats. C'est ainsi que les gros colons de la région obligent leurs serfs modernes à se ravitailler dans la cantine de la ferme et cela pour des prix scandaleux. Cet ouvrier est obligé de subir le bon plaisir patronal, sinon il serait délogé du taudis ou du gourbi de la ferme.

Quant aux fellahs à qui il reste encore quelques lopins de terre, ils sont accablés de lourds impôts. Les usuriers les étranglent. Si des centaines de milliers de francs sont distribués aux féodaux de l'espèce Sayeh, délégué financier d'Orléansville, etc..., le pauvre fellah est négligé et se voit précipité vers la ruine. Les gardes-forestiers, les caïds, les gendarmes le harcèlent et le saignent cruellement par des amendes monumentales qui l'achèvent.

Dans les villes et dans toutes les exploitations capitalistes les ouvriers sont atrocement exploités pour des salaires de famine. Les lois sociales, nous n'en bénéficions pas et notre vie est à la merci du patronat.

Partout le chômage ronge notre population et l'Administration fait très peu pour soulager notre misère. Nos frères meurent de faim et jonchent, tels des cadavres, les coins des rues.

Les petits marchands comme les artisans, dont le sort est intimement lié à celui des masses laborieuses, par suite de la

misère de celles-ci se trouvent de plus en plus dans la gêne. Les impôts, les dettes usuraires les écrasent eux aussi.

Quelles sont les causes de cette misère où nous nous débattons ? Est-elle seulement due au fait de la crise économique qui n'a pas épargné notre pays, ou existe-t-il une autre cause ?

Ce serait nous tromper que de faire attribuer uniquement à la crise économique notre misère, qui est plus effroyable que celle des masses laborieuses de France, ou d'un autre pays non colonisé. La crise économique n'est venue qu'aggraver une situation déjà désastreuse. Le colonialisme qui nous a raflé les meilleures de nos terres, qui monopolise l'ensemble de la production, des moyens de transformation, d'échange, qui nous affame, c'est lui la cause initiale de notre terrible misère !

A notre misère matérielle s'ajoute notre misère intellectuelle. Nous sommes l'un des peuples les plus incultes. Plus de 950.000 enfants arabes sont sans écoles et grossissent, au nom de la « civilisation », l'armée du crime, du vice et du vagabondage.

Non seulement on nous donne au compte-goutte l'instruction en langue française, mais on est allé jusqu'à nous empêcher de nous éduquer dans notre langue maternelle, l'arabe, qui est déclaré « langue étrangère » (*sic*).

C'est toute une armée de mouchards émargeant aux fonds secrets des Affaires indigènes qui pourchassent les oulamas comme ils pourchassent tous les militants progressifs. On leur ferme leurs Culturelles et on leur interdit même le prêche dans les mosquées. La loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat est odieusement bafouée.

Le Code ignominieux de l'Indigénat et toutes les mesures d'exception qui l'accompagnent pèsent sur nous. Toutes nos libertés démocratiques sont étranglées par ce régime d'esclavage.

Ainsi la politique impérialiste a fait de nous un peuple de va-nu-pieds, de loqueteux, de miséreux, d'êtres incultes, d'esclaves sans libertés ni droits d'hommes.

Les artisans de cette oppression

Cette politique de famine, d'obscurantisme, d'oppression sociale et politique a été aidée par le féodalisme rétrograde dont MM. Zerouk Mahiédine et Mebarek Ben Allal sont deux représentants typiques. Qu'ont fait ces deux illustres personnages, puisqu'il s'agit d'eux aujourd'hui ?

M. Zerouk a fait exiler le glorieux Emir Khaled qui est mort dans les affres de l'exil et s'est opposé à l'abrogation de l'odieux Code de l'Indigénat en vertu duquel j'ai souffert 20 mois dans l'enfer du Sahara et où j'aurais laissé ma vie s'il n'y avait pas eu la victoire du Front Populaire. Vive donc le Front Populaire !

Quant à M. Ben Allal, il a œuvré à la fermeture des mosquées et des Culturelles où enseignaient les vénérables Oulamas. Ben Allal c'est l'homme des mosquées !

C'est à cette caste féodale, malfaisante et ennemie du peuple qu'appartient le staviskrate M. Saïah Abdelkader, délégué financier d'Orléansville, dont le scandale des 200.000 fr. l'éclabousse, lui, sa classe, et aussi l'Administration qui le protégeait.

Ce sont donc Zerouk et Ben Allal qui ont œuvré, soit par leur incapacité notoire, soit par leur complicité avec tous les ennemis de notre cause, dans le renforcement de votre misère et de toutes vos souffrances.

Ces candidats viennent à vous avec de belles promesses et versent des larmes de crocodile sur votre détresse, lors des consultations électorales, mais une fois celles-ci passées ils s'en vont, oublient leurs promesses et aussi votre situation, se dressent contre vos intérêts et facilitent la politique de famine et d'oppression de nos ennemis. Jusqu'ici ils vous ont dupés et trahis ! Accepterez-vous encore de l'être ? Etes-vous pour l'aggravation de votre situation intenable ?

Non ! me répondez-vous. Alors ? Rejetez une fois pour toutes tous ceux qui ne connaissent pas votre triste sort et ne peuvent

pas s'intéresser utilement à vous. Vous voulez du pain, des écoles, des libertés démocratiques. Eh bien ! ce n'est pas en accordant votre confiance à Ben Allal ou à Zerouk, que vous connaissez, que vous les arracherez.

L'aide considérable que leur accorde l'Administration par ses caïds, ses gardes-forestiers, ses commissaires, et tous les ivrognes et les loustics des bas quartiers, est assez éloquente pour vous montrer qu'à tout prix vos esclavagistes veulent assurer le succès de ces traîtres à notre cause.

Vous êtes des hommes intelligents, raisonnables et assez perspicaces pour comprendre quel est votre ami, et quel est votre ennemi. Vous montrerez à ceux-ci que vous n'êtes pas un troupeau de moutons qu'on peut tromper éternellement. Par la cuisante défaite que vous leur infligerez dimanche prochain, en portant en triomphe votre enfant qui est aussi votre défenseur, votre serviteur, vous signifierez à cette caste esclavagiste et traîtresse qu'il y a quelque chose de changé. Beaucoup nous ont dit, quand a été posée ma candidature, que c'était tenter l'impossible car on vous considérerait comme les plus arriérés. Eh bien ! nous, communistes, nous n'avons pas hésité ! Et nous sommes venus à vous avec confiance, et nous avons la ferme certitude que vous ne nous décevrez pas. Par votre magnifique verdict, vous direz à ceux-là qu'ils se sont trompés.

Ce que veut notre Parti Communiste d'Alger

Nos adversaires sont venus à cette même tribune et vous ont présenté leurs cahiers de revendications. Celles-ci sont-elles sincères et devez-vous les croire ?

Le passé politique néfaste de ces béni-oui-oui suffit pour que vous vous permettiez de répondre sans vous tromper : *Non !*

Ces gens-là ne peuvent pas défendre vos intérêts, non seulement parce qu'ils sont les valets du Front Paysan, de tous les

flibustiers fascistes, de tout ce qu'il y a de réactionnaire dans l'Administration, mais parce qu'ils appartiennent à une classe : le féodalisme barbare, qui leur défend de soutenir la cause des faibles et des opprimés, de tout ce qui aspire au progrès, à une vie libre et heureuse. Et si, pendant des années, ces hommes ont trahi votre cause, c'est qu'ils n'avaient accompli que leur devoir de classe oppresseuse et exploiteuse. Ces gens-là donc ne peuvent pas défendre vos intérêts.

Et toutes les promesses qu'ils vous font aujourd'hui ne sont que des mensonges. Ces gens-là défendent votre cause, comme moi, pauvre, je défends la cause des riches. N'étant pas fils de travailleurs pauvres, ne connaissant pas et ne subissant pas vos souffrances, ils ne peuvent pas sentir vos véritables aspirations, et par conséquent ne peuvent pas les défendre. Ces hommes vous ont menti, ils continuent de mentir et ils mentiront toujours, parce qu'on ne peut pas défendre à la fois les intérêts des opprimés et des oppresseurs, des exploités et des exploités.

Notre Parti Communiste, qui est le Parti de la classe ouvrière et de tous les opprimés et qui défend les intérêts de tout le peuple, vient à vous avec son programme. Notre Parti, dont vous connaissez l'action en faveur de tout le peuple laborieux parce que les communistes appartiennent à ce peuple, ne peut pas vous tromper et vous trahir, parce qu'il se tromperait et se trahirait lui-même. Notre Parti Communiste renferme les hommes les plus dévoués et les plus passionnés pour la cause populaire. L'exemple de votre fils et serviteur qui est devant vous, qui a subi 20 mois d'exil dans l'enfer du Sahara, pour avoir lutté pour le pain, les écoles et la liberté du peuple, suffit pour vous convaincre. Ce que nous avons de particulier, nous communistes Arabo-Berbères, c'est que nous incarnons ce qu'il y a de meilleur dans les héroïques traditions révolutionnaires de nos aïeux qui, durant plus de 30 siècles, ont toujours lutté contre les envahisseurs pour conserver jalousement leurs libertés qu'ils aimaient, c'est que nous n'oublions jamais que nos ancêtres avaient écrit au cours de l'histoire de l'humanité, l'une des plus belles pages de la civilisation, c'est que nous procla-

mons que notre peuple d'Algérie possède sa nationalité comme tous les autres peuples et que nous ne permettrons à personne de l'en priver, c'est que nous, nous luttons pour une Algérie libre et heureuse.

Nous vous disons donc que notre programme traduit bien vos aspirations et vos sentiments. Nous, communistes algériens, qui luttons pour une Algérie affranchie de l'oppression coloniale et de l'exploitation de l'homme par l'homme, nous vous disons que nous luttons pour l'amélioration matérielle et culturelle, sociale et politique de notre peuple.

Pour notre classe ouvrière arabo-berbère, des villes et des champs, qui est odieusement exploitée, nous demandons la journée de 8 heures et la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, l'application de toutes les lois sociales et du principe : à travail égal, salaire égal.

Pour nos chômeurs qui crèvent de faim, nous demandons du pain ou du travail.

Pour nos fellahs, nos petits commerçants, nos artisans qui se lamentent et qui sont dans la détresse, nous demandons l'allègement des impôts, le moratoire des dettes, la répression contre l'usure et une aide efficace qui les sauverait de la ruine complète.

Pour nos 950.000 enfants qui rôdent dans les rues, nous demandons des écoles.

Nous exigeons que notre langue maternelle : l'arabe, ne soit plus considérée comme une langue étrangère ; qu'on laisse la liberté d'enseignement aux vénérables oulamas progressistes et qu'on ne ferme pas les Culturelles.

Nous exigeons aussi la séparation de l'Eglise et de l'Etat, que cela existe non pas en théorie, mais en fait, et qu'on laisse la liberté de prêcher dans les mosquées à tous les prédicateurs.

Nous demandons pour les anciens combattants l'égalité de pension et de faveur, au même titre que leurs camarades citoyens français.

Nous ne voulons plus que nos fonctionnaires, officiers ou sous-officiers indigènes souffrent des « spécialités ». Ils doivent

être considérés pour tout sur le même pied d'égalité que leurs collègues citoyens français.

Et pour tout notre peuple qui souffre du régime d'esclavage de l'Indigénat et de toutes les lois et mesures d'« exception » qui l'accompagnent, nous en demandons l'abrogation. *Nous voulons l'égalité des droits pour toutes les populations d'Algérie, mais avec la conservation du statut personnel pour nos populations musulmanes.*

Pour toutes les victimes de la répression impérialiste : les déportés politiques, les condamnés de la provocation de Constantine, les condamnés pour délit politique, les grévistes emprisonnés, nous demandons l'amnistie. Mais, contre tous les fauteurs de troubles, les fascistes, nous exigeons des mesures contre leurs menées antifrançaises et criminelles : l'arrestation des responsables factieux et l'épuration de tous leurs valets dans l'administration, la police, l'armée et la magistrature.

Pour les masses populaires qui ne participent pas dans les consultations électorales, nous voulons le suffrage universel et unique.

Nous luttons donc pour une Algérie libre, forte et heureuse, parce que vous le voulez.

Les ennemis du Communisme sont les ennemis du peuple

Il est certaines gens à qui il ne plaît pas que nous combattons pour réaliser les aspirations des masses, et ils essayent par les moyens les plus malhonnêtes, les plus odieux, de nous séparer, nous communistes, nous fils du peuple, de notre peuple ; de dresser celui-ci contre nous. Mais nous disons à tous ceux-là qu'ils ne réussiront pas, car notre peuple n'est pas un troupeau de moutons, il sait que nous sommes ses enfants et que nous sommes les meilleurs défenseurs de ses intérêts.

Tout à l'heure, Sidi-Salah m'insultait, vous conseillait de ne pas suivre le communisme, parce que les communistes veulent détruire les mosquées, empêcheront les fidèles de suivre l'Islam, etc...

Nous disons à Sidi-Salah et à tous nos adversaires que ce sont là des légendes qui dénotent de leur part une ignorance complète sur le communisme et sur sa tactique, ou des mensonges vraiment intéressés.

Nous, communistes, nous n'avons jamais caché et ne cachons jamais notre doctrine matérialiste ni nos objectifs finaux qui ne sont que la libération complète de l'humanité des chaînes des régimes d'exploitation et d'oppression.

Quel est le musulman, qu'il soit ouvrier, ou khomas, ou fellah, ou petit commerçant, ou artisan, ou fonctionnaire, ou intellectuel qui n'aspire pas à une vie libre et heureuse ? Un musulman conscient qui respecte sa dignité d'homme, qui aime la liberté, ne peut pas ne pas aspirer à cela. Et il faut être plus vil qu'un esclave inconscient pour se désintéresser de son émancipation.

Or, seul le communisme est l'espoir de l'humanité. Ces gens-là vous disent que le communisme vous est incompatible parce qu'il prêche la lutte des classes. Mais est-ce qu'en Algérie il n'y a pas de classes sociales, c'est-à-dire, d'un côté les exploités, les opprimés, les pauvres, les déshérités de toutes sortes et, de l'autre, les exploités, les oppresseurs, les riches ? Il faut être aveugle ou alors y être intéressé comme Sidi-Salah pour ne pas s'apercevoir de cela.

D'ailleurs, puisque ces messieurs aiment tant bavarder sur les classes, il faudrait qu'ils sachent que nous, communistes, nous sommes pour l'abolition des classes. Mais cela, nous le savons, ne peut être réalisé que dans un monde où il n'existe plus d'oppression ni d'exploitation de l'homme par l'homme. La société sans classes s'édifie aujourd'hui sur le sixième du globe : en U.R.S.S. En dehors de ce pays, peut-on nous en citer un autre dans l'humanité d'aujourd'hui où il n'existe plus de classes antagonistes ? Il n'y en a pas. Donc seul le communisme peut

supprimer les classes en libérant le travail des chaînes du capital.

Nos respectables adversaires ne vont-ils pas jusqu'à prétendre que « le communisme démolit les mosquées, porte atteinte à la liberté de prêche des musulmans et persécute les musulmans, etc... »

Ce sont des menteurs, ils veulent vous tromper.

En U.R.S.S. où le communisme est au pouvoir, toute atteinte à la liberté de conscience est sévèrement réprimée. Les mosquées, comme tous les lieux des cultes, sont ouvertes à tous les citoyens soviétiques, qu'ils soient musulmans, catholiques, etc...

Le projet de Constitution (loi fondamentale) de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes dit dans l'article 124: « Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'église en U.R. S.S. est séparée de l'Etat, et l'école de l'église. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de propagande anti-religieuse sont reconnus à tous les citoyens. »

C'est là, je pense, un argument autrement plus sérieux que toutes les histoires intéressées qu'on vous raconte. Mais ces messieurs qui aiment tant bavarder sur de telles « persécutions », qui n'existent que dans leur propre imagination, pourquoi ne vont-ils pas eux-mêmes les constater, ce qui leur évitera de se ridiculiser par leurs âneries ?

Mais pourquoi de tels mensonges, me demanderez-vous ?

C'est bien simple :

Il s'agit pour ces messieurs d'empêcher les exploités et opprimés musulmans de suivre et de faire triompher les revendications populaires que notre Parti Communiste inscrit sur son drapeau de combat. Ils exécutent fidèlement la politique des exploités et des oppresseurs qui consiste à aveugler le peuple. Ils sont les chiens de garde du capital.

Nous, nous disons que notre Parti Communiste d'Algérie c'est le parti de la classe ouvrière qui est au service de tout le peuple. Ses rangs sont ouverts à tout travailleur manuel ou intellectuel, quelle que soit son origine ou sa religion. Tout opprimé musulman peut être membre de notre Parti Commu-

niste. C'est un honneur pour lui d'appartenir à notre Parti.

Il s'agit pour ces messieurs de maintenir la division entre musulmans afin de faire régner sur eux la dictature qui les oppresse. Ils ne veulent pas que les opprimés et exploités musulmans de toutes les tendances s'unissent pour se défendre et pour arracher leurs revendications.

Ainsi ces gens qui vous dressent contre nous, communistes, qui vous divisent, sont les ennemis de notre peuple parce qu'ils facilitent par leurs mensonges et leurs calomnies l'œuvre de nos esclayagistes.

Que faire ?

Que devons nous faire si nous voulons conquérir une vie libre et heureuse ? Nous devons :

1° Rejeter tous ces élus qui ont abusé de la confiance populaire et qui n'ont fait que trahir notre cause. Des endormeurs, des maquignons, des charlatans, des diviseurs, il n'en faut plus.

2° Renforcer l'union qui s'est réalisée au cours de l'historique Congrès musulman algérien du 7 juin. L'appel du Majestic doit être entendu par l'ensemble de notre peuple. Œuvrons à ce que tous : ouvriers, fellahs, travailleurs, oulamas, élus, intellectuels de toutes tendances, rejoignent leurs comités locaux du Congrès.

3° Etre vigilants sur notre union réalisée, après combien d'efforts, contre tous ces désagrégateurs, et ne permettre à quiconque d'y porter atteinte. Les opinions de tous les membres doivent être respectées. Tous nous devons, tout en restant ce que nous sommes, chacun avec son opinion, nous grouper autour de la bannière revendicative du Congrès.

4° Renforcer notre union fraternelle avec le Front populaire antifasciste qui est le groupement des masses laborieuses et progressives européennes et qui soutient nos justes revendications.

5° Renforcer aussi notre solidarité avec le peuple de France, celui qui a lutté et vaincu le féodalisme, celui des glorieuses traditions révolutionnaires de 1789-93, de 1830-1848 et de la Commune de Paris, celui des grands penseurs, des grands savants et de tous ceux qui ont donné à la France tant de richesses culturelles, artistiques et scientifiques, celui de la classe ouvrière et de toutes les classes moyennes qui ont organisé contre le monde de la réaction fasciste, leur puissant et invincible Front Populaire, celui qui se penche sur notre triste sort et veut nous aider pour une vie heureuse. Ce grand peuple de France, nous devons l'aimer et former avec lui un front unique pour la liberté, le pain et la paix. Fuyons la démagogie de tous ces Croix de Feu et de toutes ces bandes factieuses qui nous poussent aux troubles afin de gêner l'œuvre du Gouvernement du Front Populaire à notre égard.

Pour montrer à tous ces ennemis et à tous leurs valets que vous êtes pour la liberté, les écoles, le pain et la paix, dont notre Parti Communiste est le champion, pour notre Union populaire, que vous êtes pour notre sympathie et votre confiance pour le Front Populaire, que vous fraternisez avec le peuple de France, votez en masse pour le candidat du Parti Communiste qui, élu ou non élu, défendra toujours la cause du peuple.

V. - Requête au Conseil de Préfecture d'Alger

Je réclame contre l'élection au Conseil général du 12 juillet 1936, dans la 2^e circonscription d'Alger (Cherchell), pour les raisons suivantes :

1^o M. M'Barek Ben Allal n'a obtenu la majorité que grâce à l'annulation illégale de la plupart de mes bulletins.

J'ai obtenu 1.411 suffrages dans les bureaux de vote de Baba-Hassen, Bérard, Castiglione, Chéragas, Guyotville, Cherchell, Crescia, Dély-Ibrahim, Douaouda, Fouka, Malhelma, Saoula, Staouéli, Téfeschoun, Zéralda où les opérations électorales et le dépouillement se sont déroulés à peu près régulièrement.

Mais sous certains prétextes, les bulletins à mon nom ont été illégalement annulés par les bureaux de vote des municipalités suivantes : Ameer-el-Ain, Attalba, Bourkika, Bouzaréa, Douéra, Draria, El-Achour, El-Affroun, El-Biar, Gouraya, Koléa, Marengo, Meurad, Novi, Oued-el-Alleug, Ouled Fayet, Saint-Eugène, Saint-Ferdinand, Tipaza.

J'évalue le nombre de ces bulletins arbitrairement annulés à 2.600 au minimum, ce qui signifie en réalité que le nombre de suffrages exprimés sur mon nom : 1.491 + 2.600, assurent mon élection aux lieu et place de M. Barek Ali Ben Allal. Il est en effet inadmissible que le nombre de bulletins annulés puisse être supérieur au nombre de suffrages exprimés. Il est évident qu'il

ne s'agit pas pour ces 2.662 bulletins d'une annulation accidentelle, mais bien d'annulation arbitraire de bulletins à mon nom. Il serait d'ailleurs facile de contrôler exactement le nombre de ces bulletins d'après l'examen des divers procès-verbaux des bureaux de vote auxquels sont annexés les bulletins. Des faits probants le prouvent d'ailleurs. En voici quelques-uns :

A Ameur-el-Aïn, il était affiché dans les cafés maures la proclamation suivante :

« Ameur-el-Aïn, 12 juillet 1936 : Par ordre de M. le Préfet d'Alger, le maire d'Ameur-el-Aïn a fait connaître aux électeurs de sa commune que le candidat du Parti Communiste Boukort n'est pas éligible. — L'adjoint délégué, signé : A. LEGASSON. »

Au délégué que j'ai mandaté pour le bureau de Novi, M. le maire a répondu que, conformément à un ordre téléphonique reçu de M. Fernand Michel, secrétaire des Affaires indigènes à la Préfecture, le candidat Boukort était inéligible et que par conséquent la présence de son délégué était illégale.

La même déclaration m'était faite à Oued-el-Alleug par M. le maire, en présence de mes mandatés et de plusieurs élus de la circonscription et du département.

Des agents électoraux nombreux proclamaient partout mon inéligibilité.

2° L'annulation de ces bulletins est arbitraire.

Ma candidature est parfaitement et légalement recevable. Mais d'autre part il n'appartient nullement aux bureaux de vote de s'ériger en tribunal et de statuer sur la validité de ma candidature. Ils ont à enregistrer les suffrages exprimés, quitte au Conseil de Préfecture à juger ensuite sur cette validité.

3° Des pressions scandaleuses ont été exercées sur les électeurs.

A Ouled-el-Alleug, brimades du maire envers les électeurs ; raccollement d'électeurs dans la salle de vote par deux conseillers indigènes d'Oued-el-Alleug.

A Draria, de 9 à 11 heures, le maire et le président, ainsi qu'un adjoint et le gendarme de service, se sont assis à l'entrée

du bureau où se trouvait la table des bulletins, afin d'influencer les électeurs.

A Montebello, les électeurs ont fait la grève du vote parce que M. Masquéja Joseph, adjoint au maire, les empêcha de voter librement. Un électeur fut sauvagement battu par cet adjoint. Dans la salle de vote, la présence anormale de gendarmes, de caïds, de gardes-champêtres a contribué aussi pour une large part dans cette grève du vote. Des procès-verbaux, pour un oui ou non, étaient dressés.

Ce n'est que sur l'intervention d'un notable indigène et de mon délégué que les électeurs se sont déterminés à faire leur devoir.

A Meurad l'attitude du brigadier de gendarmerie, M. Muracciole, fut des plus provocatrices. Plusieurs électeurs furent fouillés et ceux qui se trouvaient porteurs des bulletins de Ben Ali Boukort furent amenés de force jusqu'à l'urne et obligés de voter pour le candidat M'Barek.

A Marengo, la Mairie était barricadée et plusieurs électeurs, pendant la matinée, furent fouillés avant d'accomplir leur devoir. Un commerçant très honorable, M. Tahar Maroc, fut arrêté et au commissariat il fut battu et eut deux dents cassées.

A Bourkika, le maire Opech Jean-Marie distribua des bulletins de vote du candidat M'Barek en faisant sommation à ses ouvriers de voter pour M'Barek, sinon il les licencierait de sa ferme.

A Crescia, un électeur indigène qui avait un bulletin de vote de Ben Ali Boukort, en allant vers l'isoloir, fut arrêté par M. Hadj Mohamed ban Aïssa, conseiller municipal de Birtouta, qui lui prit le bulletin. Et malgré la protestation des délégués de Ben Ali Boukort, l'électeur, malgré sa résistance, fut obligé par le dit conseiller et d'autres agents, de prendre un bulletin de M.Barek.

4° De nombreuses autres irrégularités ont été commises au dépouillement.

Par exemple, à Bouzaréa, mes délégués constatèrent que dans une enveloppe se trouvaient deux bulletins : l'un à Zerrouk Mehieddine et l'autre à Boukort. Le président a déchiré le bul-

letin à Boukort et rendit valable le bulletin de Zerrouk, malgré la protestation du délégué de Boukort.

5° Le contrôle des opérations a été empêché par la force en violation de la loi.

Dans la plupart des bureaux de vote, sauf à Cherchell-Ville, El-Affroun, Draria, Douéra, Coléa, les mandatés de Ben Ali Boukort chargés de la surveillance des opérations électorales ou dans la participation des bureaux furent refoulés et même brutalisés.

A Marengo, mes délégués régulièrement mandatés, à leur présentation, M. l'adjoint au maire, chargé des opérations électorales, a refusé toute conversation avec eux et les menaça d'arrestation s'ils continuaient d'insister. A une observation sur l'incompétence du maire qui, en la circonstance, devait simplement enregistrer et non prendre une décision sur l'éligibilité ou la non éligibilité d'une candidature, ces délégués se sont vus mettre dehors.

A Meurad, mon délégué, qui fut admis seulement à titre officieux selon la déclaration de M. le maire ; l'attitude nettement provocatrice des gendarmes chargés de l'ordre obligea ce délégué à renoncer à cette tâche. Vers 10 heures, la délégation de Ben Ali Boukort fut refoulée du village.

A Aneur-el-Aïn, l'accès du bureau de vote m'était interdit à moi-même.

La même situation, c'est-à-dire le refus de la participation dans les bureaux de vote de mes délégués, eut lieu dans toute la circonscription, sauf dans les localités suivantes : Cherchell-Ville, El-Affroun, Draria, Douéra, Coléa, Gouraya.

Toutes les observations qu'avaient à formuler mes délégués sur les opérations électorales ne furent pas admises dans la plus grande majorité des bureaux après le dépouillement.

6° Des provocations inouïes ont été multipliées pour créer des troubles graves et fausser le scrutin.

Les opérations électorales se déroulèrent dans une atmosphère de provocation, de malhonnêteté, de menace et de terreur mani-

feste, et cela plus particulièrement dans les bureaux ci-dessous :

A Draria, « pendant toute la journée, nous avons été l'objet de plusieurs brutalités, de provocations diverses, mais grâce à notre sang-froid, il n'y eut aucun incident », me communiquent mes délégués.

A Bouzaréah, mes délégués écrivent : « A l'ouverture du scrutin le maire nous demandait les mandats que nous lui avons montrés. Le maire a pris l'un de nous à part en lui disant de partir du bureau et de la localité, sous menace de le faire arrêter. Devant notre protestation, le maire bouscula et injuria M. Bordj et le fit sortir hors du bureau en lui disant que ça ne regarde pas les Français. »

A Montebello, un gendarme chargé de l'ordre, en la présence de mon délégué, insultait sans aucun motif les indigènes paisiblement assis dans un café maure en leur disant : « Eh ! les Arabes... bandes de cochons !... etc... » Ce gendarme cherchait visiblement à exaspérer la patience des indigènes pour avoir à en accuser mon délégué.

7° En conclusion.

Les résultats véritables me donnent la majorité écrasante, et sans le coup de force qui atteint la France démocratique et les principes sacrés de la Déclaration des Droits de l'homme, et du citoyen, j'aurais été proclamé élu.

Justice doit être rendue.

Le candidat : BEN ALI BOUKORT.

VI. - Les menées factieuses

Tout le monde constate les menées criminelles des bandes fascistes en Algérie. Ici nous laissons la parole à la délégation du Front Populaire d'Algérie qui laissa à la disposition du Ministère de l'Intérieur le rapport suivant :

A MONSIEUR LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Le Comité du Front Populaire d'Alger a l'honneur d'adresser à Monsieur le Ministre de l'Intérieur un exposé des graves événements qui ont ensanglanté l'Algérie. Il attire son attention sur l'état d'esprit qui se développe dans une partie de la population et lui demande instamment de prendre les mesures utiles pour empêcher la multiplication de conflits sanglants qui risquent de dégénérer en une guerre civile extrêmement meurtrière. L'état d'esprit signalé plus haut se manifeste sous deux formes : la provocation antisémite et la répression contre les grévistes.

I. — LA PROVOCATION ANTISEMITE

Pendant la dernière campagne électorale est apparue à Alger une feuille, La Libre Parole, se déclarant ouvertement antijuive et soutenant deux candidatures sur une plateforme purement antisémite. Une telle provocation à l'égard d'une partie de la population algérienne, d'autant plus susceptible qu'elle a gardé le souvenir des pogroms de 1898, souvenir réveillé par les évé-

nements de Constantine de l'année dernière, ne pouvait manquer de créer une vive effervescence parmi les juifs algériens.

La mort de Ben Khalifat

Les réunions électorales des candidats antijuifs Coston et Lautier portaient au paroxysme la colère des israélites. La permanence Coston, en pleine rue d'Isly, était signalée par une banderole affirmant le caractère antijuif de la candidature Coston ; cette inscription dans la rue la plus fréquentée d'Alger constituait une injure constante, profondément ressentie par la population juive. Une réunion du candidat Lautier ayant été annoncée au Cinéma Caméo, les israélites, soutenus par tous les antifascistes d'Alger, décidèrent d'occuper la salle et d'empêcher la réunion. Ce qui fut fait avec un plein succès. La réunion Lautier fut transformée en un meeting contre l'antisémitisme, suivi d'un défilé rue d'Isly. Devant la permanence Coston, un jeune travailleur, escaladant le balcon du premier étage, arracha aux applaudissements de la foule l'inscription injurieuse.

Le lendemain 21 avril, l'inscription avait reparu. Ben Khalifat, suivi de quelques camarades, se présentait à la permanence Coston pour réclamer l'enlèvement de la pancarte provocatrice. Il était reçu à coups de revolver et mortellement blessé.

Les bagarres rue d'Isly à Alger

On pouvait espérer que la Libre Parole ne se maintiendrait pas après les élections. Malheureusement, il n'en fut rien. Ce journal continue sa propagande de haine et de division ; l'activité de ses diffuseurs s'est même singulièrement accrue depuis que vous avez décidé, M. le Ministre, conformément à la loi, de dissoudre les Ligues factieuses.

Au lendemain des élections, les fascistes de toutes nuances, atterrés du succès du Front Populaire, observèrent un prudent repli. Encouragés par certaines complicités administratives, ils retrouvèrent peu à peu leur jactance et prétendirent affirmer qu'ils étaient les maîtres de la rue à Alger. Chaque soir, à l'heure

d'affluence des promeneurs, des groupes de jeunes gens parcouraient la rue d'Isly en reprenant les vieux cris de guerre de Drumont : « La France aux Français ! » et « A bas les Juifs ! ».

Des réactions de la part des israélites et de nos camarades antifascistes ne pouvaient manquer de se produire. Des contre-manifestants se groupèrent au cri de « La Rocque au poteau ! » et à plusieurs reprises des échauffourées se produisirent.

Le 18 juin, on procéda à deux arrestations de manifestants de droite : M. Germain Brenner, trouvé porteur d'un couteau à cran d'arrêt ouvert ; l'indigène Ouatchi Mohammed, dit « le Tueur d'Action Française », qui lançait du poivre dans les yeux des gardiens de la paix.

Le 21 juin, trois arrestations étaient opérées (un manifestant israélite : Kesbi Lucien, et deux manifestants de droite : MM. Jean Pennon et Segond Rémy).

Le 23 juin, le Comité du Front populaire publiait dans L'Echo d'Alger un appel au calme, mettant en garde les camarades du Front populaire contre les provocations fascistes. Tous les militants du Front populaire prêchent à leurs adhérents le sang-froid et la dignité. Il est à craindre, si les manœuvres des fascistes continuent, que ces appels ne suffisent pas à retenir l'indignation croissante des membres et sympathisants des organisations de gauche.

Appel au meurtre

La Libre Parole n'a pas le monopole de la provocation. Les journaux fascistes La Dépêche Algérienne et La Presse Libre ne se font pas faute de créer une atmosphère d'émeute.

Alors que le Front populaire préconisait le calme, La Dépêche Algérienne du 26 juin publiait le véritable appel au meurtre que sont les phrases suivantes :

« Des organisations occultes nous acculent au réflexe ultime de la défense de notre patrie par les armes. Mais sauvée ou asservie, la France comptera ses morts. »

Bagarres à Oran et Mostaganem

La querelle des drapeaux provoqua des incidents le 28 juin à Oran. Dans la matinée, des heurts se produisirent devant le Cercle militaire, une échauffourée boulevard Clemenceau nécessita l'intervention de la garde mobile. A 21 heures éclatait boulevard Galliéni une bagarre au cours de laquelle une quinzaine d'arrestations furent opérées.

Le 29 juin, des fusillades éclatèrent place Hoche et rue de la Révolution. Un israélite de 23 ans, Jacques Zaoui, fut tué ; MM. Kraft et Sabot, employés à la Mairie, furent blessés. A la suite de ces incidents, une conférence de M. Follereau, président de l'Union latine, a été interdite, le quartier israélite gardé par la troupe et le Préfet a pris la direction de la Police.

Le même jour, 29 juin, des bagarres ont été provoquées à Constantine par des volontaires nationaux. Rue Caraman, un commerçant Front populaire, M. Costa, fut frappé par de jeunes nationaux. Une mêlée s'en suivit qui dégénéra bientôt en bataille générale. La garde mobile et la gendarmerie intervinrent et rétablirent le calme sans que l'on eût à regretter d'incidents sanglants.

La fusillade de Mostaganem

La venue de l'abbé Lambert le 29 juin, à Mostaganem, pour participer à un meeting du Front national, avait provoqué des bagarres, au cours de laquelle deux personnes furent blessées et plusieurs automobiles endommagées.

L'annonce d'un meeting, organisé par le groupe d'Union latine de France, au cours duquel devait prendre la parole M. Follereau, créa une vive effervescence dans les milieux anti-fascistes.

Le 1^{er} juillet, pendant que se déroulait ce meeting, une manifestation comprenant un millier de personnes, conspuait l'orateur et se dirigeait vers la Mairie. Les nationaux, sortant de la conférence, se formèrent en cortège et se dirigèrent égale-

ment vers la Mairie. Les deux groupes se rencontrèrent aux abords du jardin de la Mairie. Une bagarre générale se produisit, la bataille à coups de pierres fit bientôt place à la fusillade. La gendarmerie et la police dispersèrent les manifestants. Mais on releva de nombreux blessés dont trois grièvement.

II. — LA REPRESSION CONTRE LES GREVISTES

Suivant l'exemple de leurs camarades de la Métropole, les ouvriers d'Algérie voulurent profiter de la victoire du Front populaire, pour essayer d'améliorer leur sort, bien diminué par la crise. La grève commença par le Bâtiment et la Métallurgie et s'étendit ensuite aux autres corps de métiers.

L'occupation des usines et des chantiers à Alger s'opéra dans le plus grand calme et les grévistes indigènes se montrèrent aussi disciplinés que les grévistes européens.

Dans l'Agriculture

Le mouvement de revendication ne pouvait pas ne pas s'étendre à la campagne où les salaires des ouvriers agricoles sont particulièrement bas.

Des salaires de cinq francs par jour de dix à douze heures de travail sont fréquents (on cite même des salaires journaliers de 2 fr. 50 dans la région de Cherchell).

Les ouvriers agricoles, tous indigènes, abandonnèrent le travail.

Chacun sait que le travail agricole en Algérie est effectué par des ouvriers permanents et en temps de gros travaux par des ouvriers saisonniers venus de douars lointains. Les premiers logent dans des gourbis que les colons leur permettent de construire sur la propriété, les seconds sont logés dans des locaux d'exploitation (hangars, granges, etc...).

Dès le début de la grève, les colons chassèrent les ouvriers de leurs habitations ; les grévistes se rassemblèrent sur la route

et se dirigèrent vers les villages où ils espéraient trouver un accueil plus hospitalier.

Telle est l'origine des fameuses « bandes armées » parcourant la campagne, que les colons signalèrent à l'autorité pour réclamer l'intervention de la garde mobile et de la force armée.

L'Administration, sans contrôler les informations reçues, donna satisfaction aux colons et pendant quelques jours auto-mitrailleuses, gardes mobiles et gendarmes sillonnèrent les routes du Sahel et de la plaine de la Mitidja.

Naturellement, rencontres inévitables des grévistes et de la force armée, sévices des agents de l'autorité sur les indigènes affolés qui, à ce moment-là, arrachent des piquets de vigne pour se défendre, seule déprédation qu'on ait pu constater en cette période.

Les municipalités Croix de feu de l'Arba, Sidi-Moussa, Fort-de-l'Eau préviennent qu'en vertu d'un vieux décret, ils vont s'armer pour assurer eux-mêmes leur défense et réclament qu'il leur soit fourni, en vertu de ce même décret, des munitions de guerre.

Deux jours après, M. le Gouverneur général intervenait aux Délégations financières pour faire la mise au point nécessaire en déclarant qu'il avait la charge de la sécurité et qu'il ne laisserait à personne d'autre le soin de l'assurer.

Sur intervention du Front populaire, les mesures de répression prirent fin et tout rentra aussitôt dans le calme.

Dans l'Industrie

Les grèves furent caractérisées par la solidarité complète entre les travailleurs européens et indigènes. De nombreuses corporations prolongèrent la grève pour défendre les revendications des manœuvres indigènes alors que les ouvriers qualifiés européens avaient satisfaction.

Les patrons, affolés par ce fait nouveau, s'ingénierent à diviser l'entente des travailleurs et ils trouvèrent des concours précieux auprès de l'Administration qui réussit à exercer une répression violente particulièrement envers les travailleurs indigènes.

a) **Le meurtre de Bel Hocine**

Un exemple caractéristique de cet état d'esprit est fourni par les incidents d'Hussein-Dey.

A la suite d'un accord intervenu entre les ouvriers en grève de la scierie Cardinal et les patrons, sur la demande de M. le Préfet d'Alger sollicité par les primeuristes, le patron avait été autorisé à sortir les billots déjà stockés. Les patrons en profitèrent pour introduire dans l'usine des briseurs de grève et remettre en route les machines.

Malgré l'intervention de Fayet, secrétaire de l'Union Départementale des Syndicats, les patrons, continuèrent à violer l'accord intervenu et les ouvriers, indignés de l'attitude patronale, empêchèrent les camions de sortir. Le patron demanda l'appui de la garde mobile qui lui fut accordé par le Préfet.

Le 25 juin au matin, les grévistes arrêtent un camion qui sort de l'usine ; le chauffeur s'incline et rebrousse chemin. Le service d'ordre, gendarmes et agents de police, intervient brutalement, d'où bagarre. Le directeur de l'usine, revolver au poing, intime aux agents l'ordre de tirer sous sa responsabilité et donne l'exemple en tirant le premier. (16 témoignages de personnalités n'appartenant pas à l'usine Cardinal seront produits aux débats.)

Résultats : six manifestants, tous indigènes, blessés, dont un mortellement.

b) **A Djidjelli**

Après les déclarations faites par M. Salengro, au Sénat, les patrons demandèrent l'évacuation des usines par la force.

Alors que cette évacuation a été obtenue pour les Européens par des tractations, la garde mobile et un demi-bataillon de Sénégalais furent envoyés à Djidjelli pour faire évacuer les usines de liège. Il y eut de nombreux blessés.

Tous les élus musulmans ont démissionné, car il eût suffi de leur intervention pour obtenir les évacuations sans employer ces mesures de répression sauvages.

c) Attentat contre Fayet et sa femme

Depuis le commencement des grèves, la Presse fasciste locale, et en particulier La Dépêche Algérienne, engage une campagne extrêmement violente contre les militants des Syndicats et en particulier contre Fayet, secrétaire de l'Union Départementale des Syndicats, et sa femme, secrétaire du Syndicat des Employés.

L'un et l'autre étaient visés parce que Fayet dirigeait l'ensemble du mouvement gréviste, et sa femme les grèves des grands magasins.

Chaque jour, La Dépêche publiait des articles où le ménage Fayet était nommément désigné à la vindicte des agents fascistes patronaux, certains de ces articles constituaient de véritables appels au meurtre.

Résultat : le dimanche 12 juillet au soir, Fayet et sa femme sont agressés par quatre fascistes masqués et armés qui avaient pénétré par effraction dans leur propre appartement.

Fayet et sa femme sont sérieusement blessés et n'ont échappé à la mort que grâce au courage et à la force de Fayet.

BUTS POURSUIVIS PAR LES PROVOCATEURS FASCISTES

La multiplicité des incidents sanglants et leur généralisation sur l'ensemble du territoire algérien sont la preuve d'une politique concertée de la part des féodaux dirigeants fascistes et de leurs complices dans certaines administrations.

Leurs buts ne sont pas difficiles à déceler, ce sont les suivants :

1° Diviser les travailleurs européens et indigènes dont l'union menace leurs privilèges ;

2° Provoquer chez les Indigènes, par une campagne raciale, des sentiments antisémites qui permettraient une répression féroce des Indigènes et un « renforcement de l'autorité » ;

3° Créer la panique parmi l'élément européen, détruire l'atmosphère favorable aux revendications des musulmans qui s'est révélée dans la population européenne d'Algérie ;

4° Créer des troubles sur l'ensemble du territoire algérien, pour influencer le Gouvernement de Front populaire et l'empêcher de donner satisfaction aux légitimes revendications des musulmans ;

5° Détruire, chez les Indigènes, la confiance et les immenses espoirs qu'ils ont fondés dans le Gouvernement de Front populaire et leur faire la preuve qu'un tel Gouvernement, dirigé par un Juif, ne peut pas leur donner satisfaction et que les Croix de Feu et autres fascistes pourront seuls améliorer leur sort ;

6° D'une façon générale, susciter de graves difficultés au Gouvernement, et solidairement avec les fascistes de France, entraîner sa chute dans l'espoir d'un revirement des esprits en faveur de la réaction.

RESPONSABILITES DE L'ADMINISTRATION

Par leurs maladresses ou leurs complicités, certains éléments de l'Administration favorisent la politique des féodaux que nous venons de définir ;

Aucune répression contre l'agitation antisémite ;

Répression féroce contre les grévistes et surtout contre les grévistes arabes, dans l'exercice légal de leur droit de grève ;

Complaisance excessive de la magistrature à l'égard des manifestants de droite ;

Le directeur de l'usine d'Hussein-Dey n'est pas poursuivi ;

Les manifestants de droite arrêtés le 14 juillet pour injures et voies de faits à agents sont mis en liberté provisoire le 15 juillet au matin, pendant que les grévistes indigènes arrêtés depuis un mois sont encore en prison.

MESURES IMMEDIATES A PRENDRE

1° Abrogation du Code de l'Indigénat, réforme du Code forestier ;

Abrogation des deux circulaires Chautemps et du décret Régnier ;

2° Application immédiate des lois sociales à l'Algérie ;

3° Fixation d'un salaire minimum pour huit heures de travail, en ce qui concerne les ouvriers agricoles, application du plan de revendication de la C.G.T. ;

4° Arrêt de la propagande antisémite. Interdiction des journaux La Libre Parole, le Tricolore, Dissous et tous autres journaux à caractère antisémite ;

Poursuites contre La Dépêche Algérienne, coupable de provocation au meurtre ;

5° Activer les juridictions d'annulation concernant l'élection scandaleuse de Ben Allal ;

6° Libération des grévistes arrêtés ;

7° Sanctions énergiques contre les responsables du meurtre de Bel Hocine. Libération des grévistes indigènes arrêtés lors des incidents d'Hussein-Dey ;

8° Sanctions énergiques contre les responsables de l'attentat contre Fayet et sa femme ;

9° Epuration de l'Administration de tous les éléments fascistes ;

10° Suppression des Affaires indigènes ;

11° Application de la grâce amnistiante à l'Algérie.

VII. - Après Cherchell, l'assassinat du Muphti d'Alger

Nous disions donc que l'affaire de Cherchell est d'inspiration fasciste, de tout ce qu'il y a de réactionnaire en Algérie. Elle était montée dans le but d'exaspérer nos populations musulmanes et de les pousser dans des provocations.

Mais notre peuple qui a acquis une maturité politique des plus extraordinaire ne s'est pas laissé entraîner dans l'aventure factieuse dont il aurait fait les frais. Il a conservé son sang-froid. Notre peuple d'Algérie s'est donc montré aux yeux de ses amis et de ses ennemis comme un peuple discipliné et d'une conscience politique qui désarme tous ceux qui ont misé sur notre anarchisme, sur notre désunion et toutes sortes de théories réactionnaires que les faits bousculent quotidiennement.

Ainsi, grâce à la vigilance et au dévouement de tous les militants du Front populaire et du Congrès musulman il n'y eut aucun trouble, le 12 juillet, comme l'avaient espéré ces Messieurs des Affaires indigènes de la Préfecture et de tous les lansquemets fascistes.

Mais ces gens-là ne pouvaient pas désarmer de leur haine et de leur réactionnarisme contre notre peuple et aussi contre le Front populaire.

Ce « complot communiste » ne leur ayant pas réussi, grâce à notre clairvoyance, il leur fallait trouver quelque chose de nouveau.

Et c'était alors l'assassinat du muphti d'Alger. 20 jours après le coup de force de Cherchell, le 2 août, le Muphti d'Alger Bendali était assassiné par un repris de justice, Akacha. 3 jours après, le Cheikh Tail-El-Okbi était arrêté et incarcéré et quelques jours plus tard ce fut un nouvel attentat contre le Muphti de Constantine. Que signifie tout cela ?

Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il ne s'agit pas d'un meurtre ordinaire, puisque Akacha n'a aucun intérêt à assassiner le Muphti. Il s'agit donc d'un crime ayant rapport avec la situation politique en Algérie.

Que représente Ben Dali ?

Ben Dali est le représentant typique du maraboutisme féodal superstitieux et rétrograde. C'est aussi l'homme qui a tout fait pour faciliter à l'administration son immixtion dans le culte musulman. Ainsi il était l'un des artisans fervents qui ont fait jucher à la Présidence de la Culturelle, musulmane, le catholique M. Michel, secrétaire général des Affaires indigènes à la Préfecture d'Alger. Aux yeux des populations musulmanes Bendali symbolisait cette caste malfaisante des beniououi, des marionnettes, valets de tout ce qu'il y a de réactionnaire et d'esclavagiste dans le colonialisme. Tout le monde savait que Bendali était exécration pour nos masses populaires comme le sont tous les traîtres à la cause de notre peuple.

Que représente le Cheikh Taïb el Okbi ?

Le Cheikh Taïb El Okbi fait partie de l'association des oulamas réformateurs. Docteurs de l'Islam, gardiens des traditions coraniques, les oulamas (savants) ont lutté contre le maraboutisme. Les masses musulmanes suivirent avec ferveur les enseignements d'El Okbi et des oulamas. Mais cela n'est pas conforme aux traditions conservatrices de ces Messieurs des Affaires indigènes : M. Michel et M. Miraute.

Donc ils interdirent de prêcher dans les mosquées pour les oulamas. M. Michel s'était illustré par sa fameuse circulaire fermant la porte des mosquées aux oulamas. C'était une violation flagrante de la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Mais en Algérie tout est permis !

Au cours de ces dernières années les oulamas réformistes eurent à subir les calomnies et les attaques les plus venimeuses et les plus malhonnêtes. Que ne leur attribuait-on pas ! Ne les taxait-on pas de « panarabisme », de « panislamisme », etc... Ils eurent aussi à subir les vexations les plus odieuses. N'a-t-on pas poursuivi El-Islahia d'Oran en vertu du décret Régnier ? C'était aussi toute une armée de mouchards, de provocateurs que les Affaires indigènes mirent aux trousses des oulamas. Chaque acte de ceux-ci était espionné.

Les Oulamas pour l'union

Mais le fait nouveau, c'est l'événement historique du 7 juin dernier, en Algérie. En effet, les oulamas avaient participé au Congrès musulman et, comme l'ensemble de tous les délégués,

ils s'étaient affirmés pour toutes les revendications du Congrès et étaient parmi les défenseurs acharnés de l'union du Congrès musulman avec le Front populaire.

Jamais donc les ennemis de notre cause ne pouvaient pardonner aux vénérables oulamas de se déclarer parmi les défenseurs de l'émancipation de notre peuple et d'être pour l'union fraternelle entre les peuples de France et d'Algérie. Il leur fallait trouver quelque chose qui serve leur triste dessein.

Les factieux à l'œuvre

Les ennemis de notre peuple, ceux qui entendent nous asservir éternellement, devaient donc à tout prix arriver à briser notre admirable union, à saboter nos revendications et à créer parmi nos populations musulmanes un état d'esprit défavorable au Front populaire.

Et voici comment ils corsèrent leur nouveau complot :

Premier épisode : Pendant que les deux délégations du Front populaire et du Congrès musulman algérien se trouvaient à Paris et étaient en pourparlers avec le Gouvernement et les partis du Front populaire, en Algérie se réunissaient à la Brasserie de la Paix les élus félons. Une délégation même fut désignée et devant monter à Paris désavouer les deux délégations populaires. Mais devant le mécontentement général que leur initiative traîtresse souleva parmi le peuple, cette délégation fut abandonnée.

Qui sont donc les initiateurs d'une telle action ?

Deuxième épisode : Devant leur fiasco ces Messieurs des Affaires indigènes tentèrent une nouvelle expérience pour saboter l'œuvre de nos deux délégations. Ils firent donc envoyer au Ministère de l'Intérieur le télégramme désavouant la délégation du Congrès.

Les initiateurs du télégramme ne peuvent se trouver que dans les Affaires indigènes, car jamais ni M. Bendali, ni les

ils s'étaient affirmés pour toutes les revendications du Congrès et étaient parmi les défenseurs acharnés de l'union du Congrès musulman avec le Front populaire.

Jamais donc les ennemis de notre cause ne pouvaient pardonner aux vénérables oulamas de se déclarer parmi les défenseurs de l'émancipation de notre peuple et d'être pour l'union fraternelle entre les peuples de France et d'Algérie. Il leur fallait trouver quelque chose qui serve leur triste dessein.

Les factieux à l'œuvre

Les ennemis de notre peuple, ceux qui entendent nous asservir éternellement, devaient donc à tout prix arriver à briser notre admirable union, à saboter nos revendications et à créer parmi nos populations musulmanes un état d'esprit défavorable au Front populaire.

Et voici comment ils corsèrent leur nouveau complot :

Premier épisode : Pendant que les deux délégations du Front populaire et du Congrès musulman algérien se trouvaient à Paris et étaient en pourparlers avec le Gouvernement et les partis du Front populaire, en Algérie se réunissaient à la Brasserie de la Paix les élus félons. Une délégation même fut désignée et devant monter à Paris désavouer les deux délégations populaires. Mais devant le mécontentement général que leur initiative traîtresse souleva parmi le peuple, cette délégation fut abandonnée.

Qui sont donc les initiateurs d'une telle action ?

Deuxième épisode : Devant leur fiasco ces Messieurs des Affaires indigènes tentèrent une nouvelle expérience pour saboter l'œuvre de nos deux délégations. Ils firent donc envoyer au Ministère de l'Intérieur le télégramme désavouant la délégation du Congrès.

Les initiateurs du télégramme ne peuvent se trouver que dans les Affaires indigènes, car jamais ni M. Bendali, ni les

autres qui ne sont que de simples fonctionnaires, ne seraient capables d'un tel geste. Ces muphtis et imanis n'ont signé qu'avec la corde au cou.

Troisième épisode : Au retour de la délégation du Congrès musulman, le jour même où celle-ci débarquait à Alger, et où elle rendait compte de sa mission, le muphti Bendali était assassiné.

Pourquoi Bendali fut-il assassiné ?

Akacha, le meurtrier, selon ses déclarations mêmes, n'avait rien à reprocher à la victime. Akacha ne pouvait être qu'un genre de Van der Lubbe accomplissant un geste dicté.

Le Muphti Bendali ne fut donc assassiné que pour deux causes, ou bien il ne se trouvait plus d'accord avec les initiateurs du télégramme, ou alors ceux-ci l'ont sacrifié pour les besoins de leur cause.

Qui sont donc les instigateurs ?

Voyons d'abord l'identité de l'assassin ? Écoutons ici *l'Echo d'Alger* du 8 août : « Chair Mohamed Benali, dit Akacha, est un dangereux repris de justice, interdit de séjour, ayant déjà subi huit condamnations pour meurtres, vols, agressions, outrages et rébellions. »

« Nous avons donc raison, ajoutait M. L. Gramon, de le présenter comme « un dur » qui connaissait les méthodes d'intimidation de la police. »

C'est là l'avis de l'opinion publique quasi-générale en Algérie. Ceux qui ont armé Akacha ne peuvent être que dans les milieux factieux et arabophobes de la police et de l'administration.

Pourquoi a-t-on arrêté le Cheikh Taïb el Okbi ?

El-Okbi, aux yeux de tout le monde et même de ceux qui l'ont fait arrêter, ne peut être l'initiateur de ce crime qu'il condamne comme nous le condamnons tous, et le « comité secret » ne pouvait pas se trouver au « Cercle du Progrès ». Les oulamas réformistes ne sont pas des fanatiques et ils savent que ce n'est pas par des attentats individuels que l'on ferait disparaître un régime de vexations et d'injustices qui nous accable.

Si c'était pour se livrer à ce terrorisme individuel, les oulamas auraient pu le faire sous les gouvernements réactionnaires qui ne voulaient pas entendre leurs doléances, et non pas avec un gouvernement de Front populaire qui, la veille même, leur a promis qu'il examinerait avec bienveillance leurs revendications.

Non, la culpabilité d'El-Okbi est invraisemblable.

Donc l'inculpation contre Cheikh Taïb avait un autre but.

Rien que son arrestation opérée théâtralement suffit à indiquer ce que voulaient ces Messieurs, les fascistes de la Magistrature, de la police et de l'administration.

Que signifie donc cette arrestation à 18 heures, c'est-à-dire au moment où l'affluence est la plus grande au centre de la ville ? et cette occupation de la place du Gouvernement et des principales artères de la ville, par les gardes mobiles et les tirailleurs sénégalais ? C'est là un choix symbolique.

Ne pensait-on pas ainsi indigner et exaspérer nos populations musulmanes et les pousser à une aventure sanglante ?

Honneur donc à notre peuple qui a su déjouer par son calme cette provocation monstrueuse. L'Algérie de 1936 n'est plus celle de 1934. L'expérience a fait acquérir à notre peuple une conscience et une maturité politiques remarquables. Il sait distinguer ses amis de ses ennemis et a appris à saisir vite les desseins criminels de ceux-ci.

Nous avons raison !

Dès les premiers jours, nous avons dénoncé la provocation qui n'est que le prolongement de toutes les menées factieuses en Algérie depuis le 3 mai. Elle est venue après les agissements criminels des colons et de tous les exploiters Croix de Feu pendant les grèves du mois de juin ; après les provocations des factieux de l'Oranie, avec à leur tête l'abbé Lambert, Bellat, le D^r Bentani ; après la tentative de meurtre contre notre ami Fayet et sa compagne ; après les appels au meurtre et à l'antisémitisme qu'étaient quotidiennement les torchons fascistes : *La Dépêche Algérienne*, *La Presse Libre*, *Dissous*, *Tricolore*, *Petit Oranais*, *Oran-Matin*, etc., etc...

Que visent les factieux d'Algérie ?

Mais les Hitlériens et les Mussoliniens d'Algérie visent-ils seulement nos populations musulmanes ? ces gangsters qui ont toujours été d'irréductibles adversaires à l'amélioration de notre situation, leur action a pris un autre sens. Leur haine et leur fureur se partagent entre notre peuple aspirant à une vie libre et heureuse et le Front populaire.

Ils sentaient que le Front populaire se penchait sur notre triste sort et qu'une œuvre de réformes sociales et politiques allait être entreprise en notre faveur. Ils sentaient qu'il ne s'agit plus de promesses platoniques, comme ça a été jusqu'ici, mais qu'une œuvre vraiment progressive et créatrice allait être entreprise.

Ces esclavagistes, habitués à nous faire suer le burnous et à faire régner sur nous le despotisme, ne peuvent pas admettre que l'Arabo-berbère ait les mêmes libertés démocratiques et

tous les droits dont jouit le citoyen français ? Il est donc compréhensible qu'ils ont juré de noyer nos légitimes revendications.

D'où la concentration de tous leurs coups et de toutes leurs attaques venimeuses contre le Front populaire. Dans leur presse comme dans leurs discours, ils le discréditent devant nos populations musulmanes. Ils s'efforcent ainsi de pousser le Gouvernement de notre Camarade Léon Blum à une politique de réactionnarisme à l'égard de notre peuple. Ainsi les factieux d'Algérie suivent la voie que Mola et Franco leur ont tracée à l'égard du Front populaire. Hitler et Mussolini les y convient.

Froidement donc, les spadassins qui saignent et étouffent notre peuple, complotent et préparent leur insurrection fasciste contre la France du Front populaire.

VIII. - Vive l'Union Populaire en Algérie

Lettre à Monsieur le D^r Ben Djelloul à propos
de sa déclaration anticommuniste à « La Dépêche Algérienne »

*Monsieur le D^r Ben Djelloul,
Délégué financier,
Constantine.*

Afin de dissiper l'équivoque qu'a pu créer votre déclaration confusionniste parue dans La Dépêche Algérienne du 4 août, je viens faire ici cette mise au point :

Vous déclarez à l'organe fasciste, après le grandiose meeting du 2 août, au Stade municipal d'Alger : « Assez, assez de propagande sacrilège, des promesses inconsidérées et de folles excitations ! Assez de bobards communo-nationalistes. »

Nous tenons ici à protester d'une façon énergique contre une telle affirmation qui prête à tromper le lecteur. Nous admettons des critiques justifiées de tous nos adversaires politiques, mais nous ne permettons à personne de confondre avec

notre Parti Communiste et ses militants d'autres organisations et leurs militants.

Votre déclaration nous étonne, surtout qu'elle vient le lendemain de vos déclarations au Gouvernement et aux Partis du Front populaire comprenant notre Parti Communiste. Une telle volte-face en quelques jours est inquiétante pour le Front populaire et son Gouvernement et aussi pour notre peuple qui a une confiance inébranlable en lui.

Notre Parti Communiste qui, en France, a la fierté d'avoir été l'initiateur et l'artisan passionné du Front populaire et qui en son sein défend sans aucune réserve toutes les revendications de notre peuple d'Algérie ; notre Parti Communiste Français, qui, par la voix de son secrétaire général, mon ami Maurice Thorez, a affirmé à la délégation du Congrès musulman que notre Parti ferait tout pour faire triompher nos justes revendications ; notre Parti Communiste d'Algérie qui a convaincu tous les groupements du Front populaire sur la nécessité de soutenir les revendications des Indigènes ; notre Parti qui lutte pour l'union de toutes les masses populaires de notre pays pour la conquête du pain et de la liberté n'est pas, comme vous le voyez, un Parti qui « fait des promesses inconsidérées, de la propagande sacrilège et de folles excitations », n'est pas un Parti de « bobards ».

Notre Parti Communiste n'a jamais dissimulé sa doctrine ni ses buts finaux. Il tient compte de la situation de chaque étape et des rapports de forces. Notre Parti n'est pas une secte et ne se trouve pas non plus dans la lune. Nous sommes des réalistes et non des utopistes. Notre Parti, qui groupe les meilleurs fils de notre peuple musulman et de la classe ouvrière européenne, sent mieux que n'importe qui les souffrances qu'endure notre peuple et les aspirations de celui-ci. Notre Parti, dont les meilleurs membres sont en lutte constante contre l'exploitation patronale, contre les injustices, les abus, les vexations, les brutalités de tous les agents de l'Indigénat, comprend les besoins immédiats de toutes les masses laborieuses algériennes. Il n'est pas nécessaire ici de développer notre programme de revendications immédiates. Vous le connaissez et

tout le monde le connaît. C'est sur ce programme, avec ces mots d'ordre : pain, liberté, écoles et paix, que 4.050 électeurs musulmans de la 2^e circonscription d'Alger (Cherchell), la majorité, ont bloqué sur ma candidature, malgré toute la terreur administrative et fasciste. C'est après avoir longuement mûri sa réflexion sur notre programme communiste que cette majorité écrasante m'a élu et a infligé ainsi une cinglante défaite au féodalisme rétrograde, aux sbires réactionnaires de l'administration et à tout le fascisme colonialiste.

Honneur donc à notre peuple dont les yeux s'ouvrent et qui sait distinguer ses amis de ses ennemis.

Vous voyez donc que le bon sens populaire apprécie autrement que vous notre Parti Communiste d'Algérie qui est le véritable Parti du peuple, le Parti de l'avenir.

Tant pis donc pour ceux qui se confinent dans leur aveuglement et dans leur étroitesse d'esprit, qui apprécient injustement notre dévouement pour la cause du peuple. Le peuple comprendra que nos insulteurs, nos calomniateurs sont aussi les siens, car nous sommes ses enfants.

Mais ce qui nous surprend et qui doit certainement inquiéter l'ensemble de notre peuple à cette heure grave, c'est quand vous disiez : « Tout ce qui ne sera pas français sera par nous impitoyablement pourchassé. »

Par là vous vous posez comme mission de disloquer l'union qui s'est réalisée pendant l'historique Congrès musulman algérien du 7 juin. Vous voulez donc briser l'union de notre peuple tant souhaitée et réalisée au prix de combien d'efforts. Ce n'est pas un honneur pour quiconque se propose de réaliser un tel crime. Vous faites vôtre le mot d'ordre diviser, dont les hommes de la Voix Indigène et tous les ennemis du peuple d'Algérie se font les porte-drapeau.

C'est là une offensive dont nous comprenons tout le sens et dont nous voyons les instigateurs. A tout prix ces diviseurs professionnels doivent disloquer cette union admirable qui s'est réalisée il y a deux mois et qui aujourd'hui est devenue une force d'attraction pour tout notre peuple.

Mais si les ennemis de notre cause et tous leurs valets se proposent de réaliser ce crime contre notre peuple, nous et tous ceux qui aiment l'union pour le bien-être de notre peuple n'en permettront pas l'accomplissement. Nous avons bâti une maison, nous ne permettrons à personne de la démolir.

Que ceux qui ne s'y plaisent pas ou qui veulent s'arroger en dictateurs brimant le droit d'opinion des autres, en sortent s'ils le veulent !

Mais, mon cher monsieur, là où vous faites rire tout le monde, c'est quand vous dites que vous pourchasserez « tout ce qui n'est pas français ».

C'est toute notre peuple algérien que vous aurez alors à pourchasser. Pour un Hollandais ou un Japonais qui entendrait vos paroles, il croirait entendre un véritable Français à 100 %. Or il s'agit d'un Algérien. Libre à vous de renier votre nationalité algérienne. Pour un communiste algérien, il n'a pas honte de revendiquer sa nationalité algérienne.

Je ne veux pas entrer dans les détails pour vous démontrer que l'argument qui nie la nation algérienne est dénué de tout fondement. Ici je tiens simplement à vous dire que nous, communistes arabo-berbères, nous sommes fiers d'appartenir à un peuple qui, à travers l'histoire, a lutté pour sa liberté et qui a enrichi de sa civilisation les plus belles pages de l'histoire de l'humanité.

Faut-il croire, pour cela, que nous sommes des antifrançais comme vous le pensez ?

Plus que n'importe qui, nous, communistes algériens, qui sommes des internationalistes, nous ne pouvons être des antifrançais comme se plaisent de nous accuser tous nos détracteurs. Plus que n'importe qui nous savons apprécier toutes les valeurs historiques, spirituelles, artistiques et humaines de la France ! Plus que n'importe qui nous aimons le grand peuple de France, l'héritier des héroïques traditions révolutionnaires de 1789-93, de 1830-48 et de la glorieuse Commune de Paris ; celui de la Déclaration des Droits de l'Homme ; celui qui a vu jaillir de son cerveau les deux hymnes de combat et d'espoir

de l'humanité : la Marseillaise et l'Internationale ; celui qui a l'honneur d'avoir connu un Rabelais, un Voltaire, un Molière, un Victor Hugo, un Zola, un Anatole France, un Barbusse, des écrivains et des penseurs progressistes qui l'ont enrichi d'une si grande et si belle fortune culturelle ; celui à qui appartiennent tous ces milliers de savants, d'artistes qui ont fait de la France l'un des plus beaux pays du globe. Ce généreux peuple de France qui a rassemblé toutes ses forces en son puissant et invincible Front Populaire, nous l'admirons, nous l'aimons, et nous fraternisons avec lui parce que notre destinée et la sienne sont intimement liées.

Et c'est pourquoi notre peuple doit lutter en commun avec lui contre leurs ennemis communs : ceux qui en notre pays prolongent la dictature des 200 familles, tous les colonialistes fascistes qui essayent de le dresser contre le Front Populaire et le Gouvernement de notre camarade Léon Blum.

Donc, mon cher monsieur, une telle déclaration n'est pas dans l'intérêt de notre peuple qui tient avec force à son union ni dans l'intérêt du Front Populaire et de son Gouvernement dont la disposition pour satisfaire à nos aspirations ne vous est pas inconnue, car en vous attaquant à nous, communistes, qui en étions les initiateurs et où nous comptons pour quelque chose, vous vous attaquez à l'ensemble.

Votre déclaration ne peut satisfaire que les bandes factieuses Croix de Feu dissoutes et tous les ennemis de notre cause.

Cette déclaration n'est venue que renforcer l'offensive systématique que les fascistes et leurs domestiques dans l'Administration, etc..., déclenchent contre notre mouvement progressif. Vraiment elle est regrettable.

Puissions-nous cependant supposer que vous persisterez dans cette attitude nuisible à notre cause ? Non, car nous nous disions qu'un homme qui aime et combat pour la liberté ne peut pas porter atteinte à la liberté de conscience d'aucuns. Nous pensons que l'exemple du Front Populaire groupant tous les partis de la démocratie et d'avant-garde du prolétariat, depuis les communistes jusqu'aux radicaux et à l'Union Socialiste, doit

servir d'exemple pour tous les militants sincères de la cause algérienne. Tous nous sommes contre les « exceptions » dont nous souffrons tant. Eh bien ! soyons contre cette exception que vous préconisez et que veulent les adversaires jurés de notre cause.

A bas donc toutes les exceptions ! Dans l'intérêt de notre cause commune, unissons nos forces, serrons-nous coude à coude, soyons amis ! Montrons à tout le monde que nous sommes intelligents, que nous ne sommes par un peuple d'anarchisme, de désunion éternelle ! Défendons notre union ! Les amis de la liberté, du progrès et de la paix nous applaudiront et les étrangleurs de nos libertés et nos affameurs redoubleront leur haine et leur fureur !

Considérons, malgré la diversité de nos opinions, comme un devoir sacré de rester unis pour la plus noble des tâches, pour défendre nos revendications. Ecartons de notre chemin cette méfiance.

Je suis persuadé, cher monsieur, que notre union est l'expression de la volonté profonde de nos masses populaires musulmanes, car elles savent que c'est là la seule garantie pour faire triompher leurs mots d'ordre : pain, liberté, écoles et paix.

Vive donc l'union de tout notre peuple d'Algérie dans son immortel Congrès !

Maintenant la parole est à vous, mon cher monsieur.

Conclusion

Le Conseil de préfecture d'Alger s'était donc prononcé le 25 juillet 1936 selon le bon plaisir de la Préfecture d'Alger, de M. Michel, et de tous les forbans colonialistes qui n'admettaient à aucun prix qu'un *communiste arabe* siège au Conseil général.

Le Conseil de préfecture a purement et simplement confirmé l'escroquerie monumentale du 12 juillet.

Tous les ennemis de la cause de notre peuple applaudissent à ce coup de force. Une fois de plus, ils ont montré qu'ils sont les maîtres et que, seule, leur volonté compte ; tout doit se plier devant leur tyrannie ; les lois françaises ne sont plus faites pour eux.

Aujourd'hui l'affaire est devant le Conseil d'Etat qui doit statuer. Notre peuple a confiance et compte sur l'équité de ces juges suprêmes. En eux, il voit la vraie France républicaine, celle qui ne tolère pas les injustices, celle qui respecte et défend la volonté populaire, celle qui ne permet pas que le suffrage populaire soit bafoué.

Nos ennemis, en piétinant cyniquement votre volonté, avaient pensé vous exaspérer et vous inciter à une révolte. Ils savaient que vous exécriez nos deux adversaires auxquels vous avez infligé une défaite, et que notre victoire était assurée. Ayant donc jugé que la partie était perdue pour eux, ils sont allés jusqu'au coup de force, pensant ainsi vous pousser aux trou-

bles. Grâce à notre vigilance et à la présence dans toutes les localités de tous les militants : communistes, socialistes, nationaux réformistes, élus et oulamas, de toutes tendances, et à votre sang-froid, le crime ténébreux qu'ont préparé nos ennemis a été déjoué.

C'est pour nous une très grande satisfaction que la provocation organisée n'ait pas réussi. Honneur donc à notre peuple qui a su garder son sang-froid et qui n'a pas répondu aux vœux ardents des gangsters fascistes du colonialisme et de l'Administration. Mais cette élection est d'un enseignement précieux pour nous tous.

Notre peuple comprend les causes de cette offensive contre notre candidature ; contre nous, en effet, nous avons vu se liguer avec nos adversaires — représentants typiques du féodalisme rétrograde — tout le colonialisme avec ses Croix de Feu, son Front Paysan, ses maires, ses commissaires de police fascistes et tout ce qu'il y a de réactionnarisme dans l'Administration, etc... Pourquoi cette sainte Alliance ?

Parce que tous ces ennemis savent que le communisme c'est le meilleur défenseur des travailleurs, des faibles, des opprimés ; ils savent que le communisme qui lutte pour une Algérie libre et heureuse c'est bien l'avenir de notre peuple musulman, comme celui de toute l'humanité laborieuse.

Cela aussi notre peuple l'a bien compris, c'est pourquoi il a voté communiste.

Nos ennemis n'ont négligé aucune insulte, aucune calomnie, aucun faux bruit pour essayer de nous discréditer et de nous isoler de notre peuple. Parce qu'ils savaient que nous sommes non seulement les initiateurs, mais les meilleurs et les plus passionnés défenseurs de l'Union Populaire qui s'est réalisée entre le Front Populaire antifasciste et le Congrès Musulman algérien.

Mais notre peuple a lui aussi compris les desseins ténébreux de ses ennemis mortels, et c'est parce qu'il s'était rendu compte que notre Parti Communiste d'Algérie est le meilleur artisan de son union et le lutteur acharné, clairvoyant et courageux.

pour faire triompher ses revendications immédiates, qu'il s'était prononcé pour son représentant : Ben Ali Boukourt.

Et c'est parce que notre peuple a compris que notre Parti Communiste est le seul parti qui lutte pour la fraternité des opprimés de toutes les races et nationalités ; et c'est parce qu'il a compris aussi que son intérêt est intimement lié à celui du peuple de France, que celui-ci est son frère et qu'avec lui il est solidaire ; qu'il avait voté en bloc pour le candidat communiste.

Pour mieux affirmer aux ennemis de notre cause que notre peuple d'Algérie s'est réveillé, « Fak », et qu'il ne se laissera pas gruger ni tromper par ses chloroformeurs et les démagogues de tout acabit, *les meilleurs de ses enfants doivent renforcer les rangs de son Parti Communiste !*

Chaque musulman exploité et opprimé a sa place d'honneur dans notre jeune, mais vaillant, Parti Communiste d'Algérie !

Vive le Parti Communiste d'Algérie, artisan de l'Union Populaire pour une Algérie libre et heureuse !

Vive l'union fraternelle entre nos peuples de France et d'Algérie !

..... A détacher

BULLETIN D'ADHESION au Parti Communiste

Je soussigné (nom et prénoms)
demeurant à Rue N°
déclare donner mon adhésion au Parti Communiste.

A le 1936.

Signature :

Adresser ce bulletin au Parti Communiste d'Algérie, 66, rue de Lyon, Alger.

Abonnez-vous à

LA LUTTE SOCIALE

Organe du Parti Communiste
en Algérie

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

— Le Numéro : 30 centimes —

Abonnements :

1 an : 10 frs

6 mois : 5 frs



BUREAU D'ÉDITION :
66, Rue de Lyon, ALGER

PRIX : 1 FRANC

CARRÉ-PIERSON, Imprimeurs
35, boul. de Strasbourg, PARIS



Ancien secrétaire général de l'ex-parti communiste d'Algérie

M. Ben Ali Boukort a pris et est prêt à reprendre les armes contre l'ennemi germano-soviétique

L'Echo d'Alger – 7/1/1940.

M. Le Beau, gouverneur général de l'Algérie, a reçu à la date du 8 janvier, de M. Ben Ali Boukort ancien conseiller municipal d'Alger et ancien secrétaire général de l'ex-parti communiste d'Algérie, la lettre ci-après, dont M. Ben Ali Boukort autorise la publication, et dans laquelle celui-ci exprime son sentiment sur la trahison de l'ex-parti communiste et témoigne de son total dévouement à la patrie française :

Renault, le 7 janvier 1940.

Monsieur le Gouverneur général,

Je soussigne Ben Ali Boukort, ex-secrétaire général de l'ex-parti communiste en Algérie, ai l'honneur de soumettre à votre haute bienveillance la déclaration ci-après :

Aujourd'hui, je suis renvoyé dans mes foyers temporairement ; j'estime qu'il est de mon devoir de dire quelle est mon opinion sur les événements que nous traversons et plus particulièrement sur le pacte germano-soviétique qui préoccupe avec juste raison toute l'opinion publique. Je le fais d'autant plus qu'hier, avant d'être mobilisé, j'étais l'un des dirigeants de l'ex-parti communiste.

Jusqu'ici, je me suis abstenu de faire toute déclaration publique parce qu'ayant été soldat, je tenais à respecter scrupuleusement les règlements militaires qui interdisent toute action politique au sein de l'armée.

Pourquoi je ne suis plus communiste et pourquoi je réprouve la politique actuelle de l'Union soviétique depuis le pacte germano-soviétique ?

Comme tant d'autres, j'ai embrassé la doctrine communiste et adhéré à l'ex-parti communiste parce que j'ai cru que c'était là l'idéal et la voie de l'émancipation des masses laborieuses, des faibles et de tous ceux qui ont soif de justice sociale.

Or, les événements tragiques que nous traversons depuis la mobilisation démontrent que c'était là une grande illusion.

Est-il possible de se réclamer d'une doctrine qui, hier encore, était pour la libre disposition des peuples par eux-mêmes et avec laquelle nous dénoncions l'hitlérisme étrangleur de l'indépendance nationale de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, quand aujourd'hui l'U.R.S.S., foyer du communisme officiel, s'illustre des mêmes méthodes de conquête et de violence que le nazisme contre les peuples faibles dont elle s'est fait le porte-parole ?

Ce serait trahir sa pensée et sa conscience que de ne pas condamner l'invasion de la Finlande par les troupes soviétiques. Aucune subtilité ne saurait atténuer le crime abominable dont est victime ce petit peuple héroïque ! Un crime s'appelle crime.

L'U.R.S.S. a violé et trahi un principe dont elle s'est fait le champion. Elle se met sur le même banc que l'impérialisme hitlérien, fauteur de guerre.

Ainsi aujourd'hui, le pacte germano-soviétique s'avère à la lumière des événements aux yeux des plus aveugles comme un instrument de guerre impérialiste et d'asservissement des peuples faibles comme aussi une trahison monstrueuse à l'égard de la classe ouvrière internationale.

Militant musulman ayant œuvré pour l'union franco-musulmane et la fraternité des races, pourrais-je ne pas m'indigner avec horreur du rapprochement des Soviets à l'hitlérisme qui, comme les régimes du moyen âge, mène sous le drapeau de l'antisémitisme forcené et de la guerre de races, la croisade contre tout ce qui n'est pas aryen et pour lequel les peuples arabes sont classés selon sa hiérarchie au quatorzième degré après les Juifs ?

Mais ce qu'il y a de nouveau en moi, aujourd'hui, c'est que je condamne le pacte germano-soviétique et me désolidarise totalement de la politique actuelle de l'U.R.S.S. et de l'Internationale communiste.

Je le fais en toute liberté de conscience et après de mûres réflexions.

En tant que Français et démocrate musulman, j'ai toujours foi en la démocratie française. C'est parce que nous avons foi que, hier, sans la moindre hésitation, avec enthousiasme, nous avons répondu à l'appel de mobilisation (ainsi nous étions trois frères de la même famille) ; que ceux d'entre nous se trouvant dans les lignes d'avant, en face de l'ennemi, se couvrent chaque jour de gloire et que nous qui sommes en appel différé restons toujours prêts à reprendre nos armes et à aller les rejoindre, si l'on a besoin de nous.

J'ai l'honneur, Monsieur le Gouverneur général, de vous demander de vouloir bien m'excuser si j'ai osé abuser de vos instants, qui sont bien précieux. Je l'ai fait parce que je sais qu'il se trouve beaucoup de membres de l'ex-parti communiste qui restent jusqu'ici dans l'expectative et qu'ils attendent des voix autorisées pour prendre position. Je le fais parce que j'ai la ferme conviction d'agir dans l'intérêt de la France et de toutes nos populations algériennes. Mon autorisation est donc toute acquise si votre bienveillance estime utile la publication dans la presse algérienne de la partie essentielle de cette déclaration.

J'ai l'honneur, etc.....

Signé : Ben Ali Boukort
Ancien conseiller municipal d'Alger,
Brigadier de réserve au 28^e T.E.M.

Le présent écrit concerne un des dirigeants communistes de l'Algérie avant l'indépendance politique. Cadre dirigeant et 1^{er} secrétaire général du Parti Communiste d'Algérie, Benali Boukort est totalement délaissé par l'historiographie communiste algérienne. Il interroge aussi une mémoire qui a besoin d'être revue à la lumière des événements politiques qui secouent l'Algérie d'aujourd'hui et une contribution à celle du mouvement communiste algérien qui reste largement méconnu par les nouvelles générations.

Avant de partir, connectez-vous à Internet et...

Notez simplement l'ebook gratuit

Pour noter le livre que vous venez de lire, il vous suffit de passer la souris sur les étoiles, vous arrivez sur la page de l'ebook et vous pouvez cliquer sur le nombre d'étoiles que vous voulez accorder au livre.



Déposez votre avis

Vous pouvez déposer votre avis en cliquant sur le bouton "Donner mon avis". Vous arrivez sur la page des avis et avec quelques lignes, vous participez en écrivant votre ressenti de l'ebook que vous venez de terminer.

[Donner votre avis](#)



Les auteurs comptent sur vous